

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE 2020

TRENTE DEUXIÈME ÉDITION

La présente édition a été réalisée sous la direction de

Philippe CONTE

Professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II) et directeur de l'Institut de Criminologie et de droit pénal de Paris

avec la collaboration de

Amane GOGORZA

Maître de conférences HDR à l'université Toulouse I Capitole

Camille de JACOBET de NOMBEL

Maître de conférences HDR à l'université de Bordeaux

Virginie PELTIER

Professeur à l'université de Bordeaux

Le Code de procédure pénale Litec devenu le Code de procédure pénale LexisNexis a été annoté au cours des 30 dernières éditions par **Gilbert AZIBERT**, premier avocat général honoraire à la Cour de cassation



LexisNexis

LexisNexis

141, Rue de Javel – 75015 Paris

Table des matières

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Liste des abréviations		XI
PARTIE LÉGISLATIVE		1
ARTICLE PRÉLIMINAIRE		3
<i>TITRE PRÉLIMINAIRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</i>	<i>1^{er} à 10-5</i>	<i>23</i>
<i>SOUS-TITRE I - DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'ACTION CIVILE</i>	<i>1^{er} à 10</i>	<i>23</i>
<i>SOUS-TITRE II - DE LA JUSTICE RESTAURATIVE</i>	<i>10-1</i>	<i>98</i>
<i>SOUS-TITRE III - DES DROITS DES VICTIMES</i>	<i>10-2 à 10-5</i>	<i>98</i>
LIVRE PREMIER - DE LA CONDUITE DE LA POLITIQUE PÉNALE, DE L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	11 à 230-46	101
<i>TITRE PREMIER - DES AUTORITÉS CHARGÉES DE LA CONDUITE DE LA POLITIQUE PÉNALE, DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION</i>	<i>11 à 52-1</i>	<i>101</i>
Chapitre I - De la police judiciaire	12 à 29-1	105
Section I - Dispositions générales	12 à 15-4	105
Section II - Des officiers de police judiciaire	16 à 19-1	109
Section III - Des agents de police judiciaire	20 à 21-2	113
Section IV - Des fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire	22 à 29-1	116
Section V - Des pouvoirs des préfets en matière de police judiciaire	120
Chapitre I bis - Des attributions du garde des Sceaux, ministre de la Justice	30	120
Chapitre II - Du ministère public	31 à 48-1	122
Section I - Dispositions générales	31 à 33	122
Section II - Des attributions du procureur général près la Cour d'appel ...	34 à 38	125
Section III - Des attributions du procureur de la République	39 à 44-1	126
Section IV - Du ministère public près le tribunal de police	45 à 48	150
Section V - Du bureau d'ordre national automatisé des procédures judiciaires	48-1	150
Chapitre III - Du juge d'instruction	49 à 52-1	151

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE II – DES ENQUÊTES ET DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ	53 à 78-7	158
Chapitre I – Des crimes et délits flagrants	53 à 74-2	159
Chapitre II – De l'enquête préliminaire	75 à 78	224
Chapitre III – Des contrôles, des vérifications et des relevés d'identité	78-1 à 78-7	237
TITRE III – DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION	79 à 230	252
Chapitre I – Du juge d'instruction : juridiction d'instruction du premier degré	79 à 190	252
Section I – Dispositions générales	79 à 84-1	252
Section II – De la constitution de la partie civile et de ses effets	85 à 91-1	278
Section III – Des transports, des perquisitions, des saisies et des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications	92 à 100-8	295
Sous-section 1 – Des transports, des perquisitions et des saisies	92 à 99-5	295
Sous-section 2 – Des interceptions de correspondances émises par la voie de communications électroniques	100 à 100-8	314
Section IV – Des auditions de témoins	101 à 113-8	323
Sous-section 1 – Dispositions générales	101 à 113	323
Sous-section 2 – Du témoin assisté	113-1 à 113-8	331
Section V – Des interrogatoires et confrontations	114 à 121	336
Section VI – Des mandats et de leur exécution	122 à 136	355
Section VII – Du contrôle judiciaire, de l'assignation à résidence et de la détention provisoire	137 à 150	364
Sous-section 1 – Du contrôle judiciaire	138 à 142-4	371
Sous-section 2 – De l'assignation à résidence avec surveillance électronique	142-5 à 142-13	391
Sous-section 3 – De la détention provisoire	143-1 à 148-8	395
Sous-section 4 – De la réparation à raison d'une détention	149 à 150	445
Section VIII – Des commissions rogatoires	151 à 155	457
Section IX – De l'expertise	156 à 169-1	467
Section X – Des nullités de l'information	170 à 174-1	486
Section XI – Des ordonnances de règlement	175 à 184	509
Section XII – De l'appel des ordonnances du juge d'instruction ou du juge des libertés et de la détention	185 à 187-3	537
Section XIII – De la reprise de l'information sur charges nouvelles	188 à 190	556
Chapitre II – De la chambre de l'instruction : juridiction d'instruction du second degré	191 à 230	560
Section I – Dispositions générales	191 à 218	560
Section II – Pouvoirs propres du président de la chambre de l'instruction	219 à 223	613
Section III – Du contrôle de l'activité des officiers et agents de police judiciaire	224 à 230	616
TITRE IV – DISPOSITIONS COMMUNES	230-1 à 230-46	618
Chapitre I ^{er} – De la mise au clair des données chiffrées nécessaires à la manifestation de la vérité	230-1 à 230-5	618

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – Des fichiers de police judiciaire	230-6 à 230-19	619
Section I – Des fichiers d'antécédents	230-6 à 230-11	619
Section II – Des fichiers d'analyse sérielle	230-12 à 230-18	622
Section III – Du fichier des personnes recherchées	230-19	623
Chapitre III – Des logiciels de rapprochement judiciaire	230-20 à 230-27	624
Chapitre IV – Des autopsies judiciaires	230-28 à 230-31	626
Chapitre V – De la géolocalisation	230-32 à 230-44	626
Chapitre VI – De la plate-forme nationale des interceptions judiciaires	230-45	633
Chapitre VII – De l'enquête sous pseudonyme	230-46	633
LIVRE DEUXIÈME – DES JURIDICTIONS DE JUGEMENT	231 à 566	635
TITRE PREMIER – DE LA COUR D'ASSISES	231 à 380-15	635
Chapitre I – De la compétence de la Cour d'assises	231	635
Chapitre II – De la tenue des assises	232 à 239	636
Chapitre III – De la composition de la Cour d'assises	240 à 267	637
Section I – De la Cour	243 à 253	638
Section II – Du jury	254 à 267	644
Chapitre IV – De la procédure préparatoire aux sessions d'assises	268 à 287	649
Section I – Des actes obligatoires	268 à 282	649
Section II – Des actes facultatifs ou exceptionnels	283 à 287	655
Chapitre V – De l'ouverture des sessions	288 à 305-1	657
Section I – De la révision de la liste du jury	288 à 292	657
Section II – De la formation du jury de jugement	293 à 305-1	659
Chapitre VI – Des débats	306 à 354	665
Section I – Dispositions générales	306 à 316-1	665
Section II – De la comparution de l'accusé	317 à 322	681
Section III – De la production et de la discussion des preuves	323 à 346	684
Section IV – De la clôture des débats et de la lecture des questions	347 à 354	706
Chapitre VII – Du jugement	355 à 380	721
Section I – De la délibération de la cour d'assises	355 à 365-1	721
Section II – De la décision sur l'action publique	366 à 371-1	734
Section III – De la décision sur l'action civile	371 à 375-2	738
Section IV – De l'arrêt et du procès-verbal	376 à 380	741
Chapitre VIII – Du défaut en matière criminelle	379-2 à 379-7	746
Chapitre IX – De l'appel des décisions rendues par la cour d'assises en premier ressort	380-1 à 380-15	748
Section I – Dispositions générales	380-1 à 380-8	748

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section II – Délais et formes de l'appel	380-9 à 380-13	752
Section III – Désignation de la cour d'assises statuant en appel	380-14 et 380-15	754
TITRE II – DU JUGEMENT DES DÉLITS	381 à 520-1	755
Chapitre I – Du Tribunal correctionnel	381 à 495-25	755
Section I – De la compétence et de la saisine du Tribunal correctionnel ..	381 à 397-7	755
Section II – De la composition du tribunal et de la tenue des audiences ..	398 à 399-11	814
Section III – De la publicité et de la police de l'audience	400 à 405	820
Section IV – Des débats	406 à 461-4	824
Section V – Du jugement	462 à 486-5	893
Section VI – Du jugement par défaut et de l'opposition	487 à 494-1	934
Section VII – De la procédure simplifiée	495 à 495-6-2	943
Section VIII – De la comparution sur reconnaissance préalable de culpa- bilité	495-7 à 495-16	947
Section IX – De la procédure de l'amende forfaitaire applicable à certains délits	495-17 à 495-25	953
Chapitre II – De la Cour d'appel en matière correctionnelle	496 à 520-1	955
Section I – De l'exercice du droit d'appel	496 à 509-1	955
Section II – De la composition de la chambre des appels correctionnels .	510 à 511	995
Section III – De la procédure devant la chambre des appels correction- nels	512 à 520-1	998
TITRE III – DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS	521 à 549	1023
Chapitre I – De la compétence du tribunal de police	521 à 523-1	1023
Chapitre II – De la procédure simplifiée	524 à 528-2	1025
Chapitre II bis – De la procédure de l'amende forfaitaire	529 à 530-7	1029
Section I – Dispositions applicables à certaines contraventions	529 à 529-2	1029
Section II – Dispositions applicables à certaines infractions à la police des services publics de transports terrestres	529-3 à 529-6	1031
Section II bis – Dispositions applicables à certaines infractions au Code de la route	529-7 à 529-11	1034
Section III – Dispositions communes	530 à 530-7	1036
Chapitre III – De la saisine du tribunal de police	531 à 533	1043
Chapitre IV – De l'instruction définitive devant le tribunal de police	534 à 543	1043
Chapitre V – Du jugement par défaut et de l'opposition	544 et 545	1050
Chapitre VI – De l'appel des jugements de police	546 à 549	1051
TITRE IV – DES CITATIONS ET SIGNIFICATIONS	550 à 566	1057

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
LIVRE TROISIÈME – DES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES	567 à 626-1	1077
TITRE PREMIER – DU POURVOI EN CASSATION	567 à 621	1077
Chapitre I – Des décisions susceptibles d'être attaquées et des conditions du pourvoi	567 à 575	1077
Chapitre II – Des formes du pourvoi	576 à 590-2	1103
Chapitre III – Des ouvertures à cassation	591 à 600	1118
Chapitre IV – De l'instruction des recours et des audiences	601 à 604	1131
Chapitre V – Des arrêts rendus par la cour de cassation	605 à 619	1133
Chapitre VI – Du pourvoi dans l'intérêt de la loi	620 et 621	1147
TITRE II – DES DEMANDES EN RÉVISION	622 à 626-1	1150
Chapitre I ^{er} – Des demandes en révision et en réexamen	622 à 622-2	1150
Chapitre II – De la cour de révision et de réexamen	623 et 623-1	1153
Chapitre III – De la procédure suivie devant la cour de révision et de réexamen	624 à 624-6	1154
Chapitre IV – De la décision de la cour de révision et de réexamen	624-7	1155
Chapitre V – Des demandes de suspension de l'exécution de la condamnation	625 et 625-1	1156
Chapitre VI – Des demandes d'actes préalables	626	1157
Chapitre VII – De la réparation à raison d'une condamnation	626-1	1158
LIVRE QUATRIÈME – DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES	627 à 706-182	1159
TITRE PREMIER – DES RÈGLES DE PROCÉDURE APPLICABLES AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET AUX CRIMES DE GUERRE	627 à 628-10	1159
SOUS-TITRE PREMIER – DE LA COOPÉRATION AVEC LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE	627-1 à 627-20	1160
Chapitre I – De la coopération judiciaire	627-1 à 627-15	1160
Section I – De l'entraide judiciaire	627-1 à 627-3	1160
Section II – De l'arrestation et de la remise	627-4 à 627-15	1160
Chapitre II – De l'exécution des peines et des mesures de réparation prononcées par la cour pénale internationale	627-16 à 627-20	1163
Section I – De l'exécution des peines d'amende et de confiscation ainsi que des mesures de réparation en faveur des victimes	627-16 et 627-17	1163
Section II – De l'exécution des peines d'emprisonnement	627-18 à 627-20	1163
SOUS-TITRE II – DES JURIDICTIONS COMPÉTENTES POUR LA POURSUITE, L'INSTRUCTION ET LE JUGEMENT DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET DES CRIMES ET DÉLITS DE GUERRE	628 à 628-10	1164
TITRE PREMIER BIS – DE LA QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ	LO 630	1167
TITRE II – DU FAUX	642 à 647-4	1172

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE III – DE LA MANIÈRE DE PROCÉDER EN CAS DE DISPARITION DES PIÈCES D'UNE PROCÉDURE	648 à 651	1174
TITRE IV – DE LA MANIÈRE DONT SONT REÇUES LES DÉPOSITIONS DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET CELLES DES REPRÉSENTANTS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES	652 à 656	1176
TITRE IV BIS – DE LA MANIÈRE DONT SONT REÇUES LES DÉPOSITIONS DES PERSONNELS DE CERTAINS SERVICES OU UNITÉS SPÉCIALISÉS	656-1	1177
TITRE V – DES RÈGLEMENTS DE JUGES	657 à 661	1177
TITRE VI – DES RENVOIS D'UN TRIBUNAL À UN AUTRE	662 à 667-1	1180
TITRE VII – DE LA RÉCUSATION	668 à 674-2	1187
TITRE VIII – DU JUGEMENT DES INFRACTIONS COMMISES À L'AUDIENCE DES COURS ET TRIBUNAUX	675 à 678	1190
TITRE IX ANCIEN – DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR DES MAGISTRATS ET CERTAINS FONCTIONNAIRES	679 à 688	1191
TITRE IX – DES INFRACTIONS COMMISES HORS DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE	689 à 693	1191
Chapitre I – De la compétence des juridictions françaises	689 à 691	1191
Chapitre II – De l'exercice des poursuites et de la juridiction territorialement compétente	692 et 693	1198
TITRE X – DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	694 à 696-107	1201
Chapitre I – Dispositions générales	694 à 694-13	1202
Section I – Transmission et exécution des demandes d'entraide	694 à 694-4-1	1202
Section II – De l'entraide aux fins d'audition, de surveillance ou d'infiltration	694-5 à 694-9	1204
Section III – De l'entraide aux fins de saisie des produits d'une infraction en vue de leur confiscation ultérieure	694-10 à 694-13	1205
Chapitre II – Dispositions propres à l'entraide entre la France et les autres États membres de l'Union européenne	694-14 à 695-9-57	1206
Section I – Des décisions d'enquête européenne prévues par la directive 2014/41/UE du 3 avril 2014	694-15 à 694-50	1206
Sous-section 1 – Dispositions relatives à l'émission d'une décision d'enquête européenne par les autorités judiciaires françaises	694-20 à 694-28	1207
Sous-section 2 – Dispositions relatives à la reconnaissance et l'exécution par les autorités judiciaires françaises d'une décision d'enquête européenne émanant d'un autre État membre	694-29 à 694-49	1209
Sous-section 3 – Coûts d'exécution	694-50	1214
Section II – Des équipes communes d'enquête	695-2 et 695-3	1214
Section III – De l'unité Eurojust	695-4 à 695-7	1215
Section IV – Du membre national d'Eurojust	695-8 à 695-9	1216
Section V – De l'émission et de l'exécution des décisions de gel de biens	695-9-1 à 695-9-30	1218

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section VI – De l'échange simplifié d'informations entre services en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 18 décembre 2006	695-9-31 à 695-9-49	1223
Section VII – De la coopération entre les bureaux de recouvrement des avoirs des États membres en matière de dépistage et d'identification des produits du crime ou des autres biens en rapport avec le crime en application de la décision 2007/845/JAI du Conseil du 6 décembre 2007	695-9-50 à 695-9-53	1225
Section VIII – De la prévention et du règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2009	695-9-54 à 695-9-57	1226
Chapitre III – Dispositions propres à l'entraide entre la France et certains États	695-10	1226
Chapitre IV – Du mandat d'arrêt européen, des procédures de remise entre États membres de l'Union européenne résultant de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 13 juin 2002 et des procédures de remise résultant d'accords conclus par l'Union européenne avec d'autres États	695-11 à 695-58	1227
Section I – Dispositions générales	695-11 à 695-15	1227
Section II – Dispositions relatives à l'émission d'un mandat d'arrêt européen par les juridictions françaises	695-16 à 695-21	1230
Section III – Dispositions relatives à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen décerné par les juridictions étrangères	695-22 à 695-46	1233
Section IV – Transit	695-47 à 695-51	1253
Section V – Des procédures de remise résultant d'accords conclus par l'Union européenne avec d'autres États	695-52 à 695-58	1254
Chapitre V – De l'extradition	696 à 696-47-1	1255
Section I – Des conditions de l'extradition	696-1 à 696-7	1256
Section II – De la procédure d'extradition de droit commun	696-8 à 696-24-1	1264
Section III – De la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne	696-25 à 696-33	1277
Section IV – Des effets de l'extradition	696-34 à 696-41	1278
Section V – Dispositions diverses	696-42 à 696-47-1	1281
Chapitre VI – De l'exécution des décisions de contrôle judiciaire au sein des États membres de l'Union européenne en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 23 octobre 2009	696-48 à 696-89	1293
Section I – Dispositions générales	696-48 à 696-55	1293
Section II – Dispositions relatives à la transmission par les autorités judiciaires françaises des décisions relatives au contrôle judiciaire aux autorités compétentes d'un autre État membre de l'Union européenne	696-56 à 696-65	1294
Section III – Dispositions relatives à la reconnaissance et au suivi sur le territoire de la République des décisions de contrôle judiciaire ordonnées par les autorités compétentes des autres États membres de l'Union européenne	696-66 à 696-89	1296
Sous-section 1 – Réception des demandes relatives aux décisions de contrôle judiciaire	696-66 à 696-69	1296
Sous-section 2 – Reconnaissance des décisions de contrôle judiciaire ..	696-70 à 696-83	1297
Sous-section 3 – Suivi des décisions de contrôle judiciaire	696-84 à 696-89	1299

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre VII – De l'exécution des décisions de protection européenne au sein des États membres de l'Union européenne en application de la directive 2011/99/UE du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, relative à la décision de protection européenne	696-90 à 696-107	1300
Section I – Dispositions relatives à l'émission d'une décision de protection européenne par les autorités françaises	696-91 à 696-96	1301
Section II – Dispositions relatives à la reconnaissance et à l'exécution par les autorités françaises d'une décision de protection européenne	696-97 à 696-107	1301
TITRE XI – DES INFRACTIONS EN MATIÈRE MILITAIRE ET DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX DE LA NATION	697 à 702	1303
Chapitre I – De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions en matière militaire en temps de paix	697 à 698-9	1303
Section I – Compétence	697 à 697-5	1304
Section II – Procédure	698 à 698-9	1306
Chapitre II – Des juridictions compétentes en cas de guerre, de mobilisation, d'état de siège ou d'état d'urgence	699 à 700	1312
Chapitre III – Des crimes et délits contre les intérêts fondamentaux de la nation	701 et 702	1312
TITRE XII – DES DEMANDES PRÉSENTÉES EN VUE D'ÊTRE RELEVÉ DES INTERDICTIONS, DÉCHÉANCES, OU INCAPACITÉS OU MESURES DE PUBLICATION	702-1 et 703	1313
TITRE XIII – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	704 à 706-1-3	1318
Chapitre I ^{er} – Des compétences des juridictions interrégionales spécialisées en matière économique et financière	704 à 704-4	1318
Chapitre II – Des compétences particulières du tribunal de grande instance de Paris et du procureur de la République financier	705 à 705-5	1321
Chapitre III – Dispositions diverses	706 à 706-1-3	1323
TITRE XIII BIS – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS EN MATIÈRE SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE	706-2 à 706-2-3	1325
TITRE XIV – DU RECOURS EN INDEMNITÉ OUVERT À CERTAINES VICTIMES DE DOMMAGES RÉSULTANT D'UNE INFRACTION	706-3 à 706-15	1326
TITRE XIV BIS – DE L'AIDE AU RECOUVREMENT DES DOMMAGES ET INTÉRÊTS POUR LES VICTIMES D'INFRACTIONS	706-15-1 et 706-15-2	1356
TITRE XIV QUATER – DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES	706-15-4	1357
TITRE XV – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES ACTES DE TERRORISME	706-16 à 706-25-14	1357
Section I – Compétence	706-17 à 706-22-1	1359
Section II – Procédure	706-23 à 706-25-2	1362
Section III – Du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes	706-25-3 à 706-25-14	1365

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE XVI - DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE TRAFIC DE STUPÉFIANTS	706-26 à 706-33	1371
TITRE XVII - DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, DE PROXÉNÉTISME OU DE RECOURS À LA PROSTITUTION DES MINEURS	706-34 à 706-40-1	1375
TITRE XVIII - DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS COMMISES PAR LES PERSONNES MORALES	706-41 à 706-46	1377
TITRE XIX - DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS DE NATURE SEXUELLE ET DE LA PROTECTION DES MINEURS VICTIMES	706-47 à 706-53-22	1380
Chapitre I – Dispositions générales	706-47-1 à 706-53	1383
Chapitre II – Du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes	706-53-1 à 706-53-12	1386
Chapitre III – De la rétention de sûreté et de la surveillance de sûreté	706-53-13 à 706-53-22	1393
TITRE XX - DU FICHIER NATIONAL AUTOMATISÉ DES EMPREINTES GÉNÉTIQUES	706-54 à 706-56-1-1	1399
TITRE XX BIS - DU RÉPERTOIRE DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTÉES DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES	706-56-2	1407
TITRE XXI - DE LA PROTECTION DES TÉMOINS	706-57 à 706-63	1407
TITRE XXI BIS - PROTECTION DES PERSONNES BÉNÉFICIAIRE D'EXEMPTIONS OU DE RÉDUCTIONS DE PEINES POUR AVOIR PERMIS D'ÉVITER LA RÉALISATION D'INFRACTIONS, DE FAIRE CESSER OU D'ATTÉNUER LE DOMMAGE CAUSÉ PAR UNE INFRACTION, OU D'IDENTIFIER LES AUTEURS OU COMPLICES D'INFRACTIONS	706-63-1 et 706-63-2	1414
TITRE XXII - SAISINE POUR AVIS DE LA COUR DE CASSATION	706-64 à 706-70	1414
TITRE XXIII - DE L'UTILISATION DE MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AU COURS DE LA PROCÉDURE	706-71 et 706-71-1	1416
TITRE XXIV - DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX ATTEINTES AUX SYSTÈMES DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ DE DONNÉES	706-72 à 706-72-6	1420
TITRE XXV - DE LA PROCÉDURE APPLICABLE À LA CRIMINALITÉ ET À LA DÉLINQUANCE ORGANISÉES ET AUX CRIMES	706-73 à 706-106	1422
Chapitre I – Compétence des juridictions spécialisées	706-75 à 706-79-1	1426
Chapitre II – Procédure	706-80 à 706-106	1429
Section I – De la surveillance	706-80 à 706-80-2	1429
Section II – De l'infiltration	706-81 à 706-87	1430
Section II bis – De l'enquête sous pseudonyme	706-87-1	1432
Section III – De la garde à vue	706-88 à 706-88-2	1432
Section IV – Des perquisitions	706-89 à 706-94	1436
Section V – De l'accès à distance aux correspondances stockées par la voie des communications électroniques accessibles au moyen d'un identifiant informatique	706-95 à 706-95-10	1438

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section V Des autres techniques spéciales d'enquête	706-95-11 à 706-102-9	1441
Section VII – Des mesures conservatoires	706-103	1448
Section VIII – Dispositions communes	706-104 et 706-105	1449
Section IX – Dispositions spécifiques à certaines infractions	706-106	1449
TITRE XXVI – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE EN CAS DE POLLUTION DES EAUX MARITIMES PAR REJETS DES NAVIRES ET D'ATTEINTE AUX BIENS CULTURELS MARITIMES	706-107 à 706-111-2	1450
Chapitre 1 ^{er} – De la pollution des eaux maritimes par rejets des navires	706-107 à 706-111	1450
Chapitre II – Des atteintes aux biens culturels maritimes	706-111-1 et 706-111-2 ...	1451
TITRE XXVII – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS COMMISES PAR DES MAJEURS PROTÉGÉS	706-112 à 706-118	1451
TITRE XXVIII – DE LA PROCÉDURE ET DES DÉCISIONS D'IRRESPONSABILITÉ PÉNALE POUR CAUSE DE TROUBLE MENTAL	706-119 à 706-140	1455
Chapitre I – Dispositions applicables devant le juge d'instruction et la chambre de l'instruction	706-119 à 706-128	1455
Chapitre II – Dispositions applicables devant le tribunal correctionnel ou la cour d'assises	706-129 à 706-134	1458
Section I – Dispositions applicables devant la cour d'assises	706-129 à 706-132	1458
Section II – Dispositions applicables devant le tribunal correctionnel	706-133 et 706-134	1458
Chapitre III – Mesures de sûreté pouvant être ordonnées en cas de déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental ou en cas de reconnaissance d'altération du discernement	706-135 à 706-140	1459
TITRE XXIX – DES SAISIES SPÉCIALES	706-141 à 706-158	1467
Chapitre I – Dispositions communes	706-142 à 706-147	1471
Chapitre II – Des saisies de patrimoine	706-148 et 706-149	1474
Chapitre III – Des saisies immobilières	706-150 à 706-152	1476
Chapitre IV – Des saisies portant sur certains biens ou droits mobiliers incorporels	706-153 à 706-157	1480
Chapitre V – Des saisies sans dépossession	706-158	1486
TITRE XXX – DE L'AGENCE DE GESTION ET DE RECouvreMENT DES AVOIRS SAISIS ET CONFISQUÉS	706-159 à 706-165	1487
Chapitre I – Des missions de l'agence	706-159 à 706-161	1487
Chapitre II – De l'organisation de l'agence	706-162 et 706-163	1489
Chapitre II – Du paiement des dommages et intérêts sur les biens confisqués	706-164 et 706-165	1489
TITRE XXXI – DES MESURES CONSERVATOIRES	706-166	1490
TITRE XXXII – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS RELATIVES À LA PROLIFÉRATION D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ET DE LEURS VECTEURS	706-167 à 706-175	1491
Section I – Compétence	706-168 à 706-173	1491
Section II – Procédure	706-174 à 706-175	1493

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE XXXIII - DE LA PROCÉDURE APPLICABLE EN CAS D'ACCIDENT COLLECTIF	706-176 à 706-182	1493
LIVRE CINQUIÈME - DES PROCÉDURES D'EXÉCUTION	707 à 803-7	1495
TITRE PREMIER - DE L'EXÉCUTION DES SENTENCES PÉNALES	707 à 713-41	1495
Chapitre I - Dispositions générales	707 à 712	1495
Chapitre II - Des juridictions de l'application des peines	712-1 à 712-23	1518
Section I - Établissement et composition	712-1 à 712-3	1519
Section II - Compétence et procédure devant les juridictions du premier degré	712-4 à 712-10	1520
Section III - De la procédure en cas d'appel	712-11 à 712-15	1525
Section IV - Dispositions communes	712-16 à 712-23	1531
Chapitre III - De la coopération internationale aux fins d'exécution des décisions de confiscation	713 à 713-41	1535
Section I - De la transmission et de l'exécution des décisions de confiscation en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 6 octobre 2006	713 à 713-35	1536
Section II - De l'exécution des décisions de confiscation prononcées par les autorités judiciaires étrangères	713-36 à 713-41	1542
TITRE PREMIER BIS - DE LA CONTRAINTE PÉNALE	713-42 à 713-49	1543
TITRE PREMIER BIS (RÉDACTION FUTURE) - DE LA PEINE DE DÉTENTION À DOMICILE SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE	713-42 à 713-49	1546
TITRE II - DE LA DÉTENTION	714 à 728-76	1547
Chapitre I - De l'exécution de la détention provisoire	714 à 716-1 A	1547
Chapitre II - De l'exécution des peines privatives de liberté	716-1 à 723-39	1548
Section I - Dispositions générales	716-1 à 720 ancien	1548
Section I bis - De la libération sous contrainte	720	1554
Section II - De la suspension et du fractionnement des peines privatives de liberté	720-1 et 720-1-1	1555
Section III - De la période de sûreté	720-2 à 720-5	1558
Section IV - Des réductions de peines	721 à 721-3	1562
Section V [ancienne] - Des attributions du juge de l'application des peines, des juridictions de la libération conditionnelle et de la commission de l'application des peines	722 à 722-2	1571
Section V - Du placement à l'extérieur, de la semi-liberté, des permissions de sortir et des autorisations de sortie sous escorte	723 à 723-6-1	1571
Section VI - Du placement sous surveillance électronique	723-7 à 723-13-1	1574
Section VII - Des procédures simplifiées d'aménagement des peines	723-14 à 723-27	1576
Section VIII - Modalités d'exécution des fins de peines d'emprisonnement en l'absence de tout aménagement de peine	723-28	1580

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section IX – Dispositions relatives à la surveillance judiciaire de personnes dangereuses condamnées pour crime ou délit	723-29 à 723-39	1580
Chapitre III – Des dispositions communes aux différents établissements pénitentiaires	724 à 728	1584
Chapitre IV – Des valeurs pécuniaires des détenus	728-1	1587
Chapitre V – Du transfèrement des personnes condamnées	728-2 à 728-9	1588
Chapitre VI – De l'exécution des décisions de condamnation à une peine ou à une mesure de sûreté privative de liberté en application de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne	728-10 à 728-76	1590
Section I – Dispositions générales	728-10 à 728-14	1590
Section II – Dispositions relatives à l'exécution, sur le territoire des autres États membres de l'Union européenne, des condamnations prononcées par les juridictions françaises	728-15 à 728-30	1592
Section III – Dispositions relatives à l'exécution sur le territoire français des condamnations prononcées par les juridictions des autres États membres de l'Union européenne	728-31 à 728-70	1595
Section IV – Dispositions relatives au transit sur le territoire français	728-71 à 728-76	1603
TITRE III – DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE	729 à 733	1603
TITRE III BIS – DU TRAVAIL D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	733-1 et 733-2	1612
TITRE IV – DU SURSIS ET DE L'AJOURNEMENT	734 à 747-8	1613
Chapitre I – Du sursis simple	734-1 à 737	1614
Chapitre II – Du sursis avec mise à l'épreuve	738 à 747	1616
Chapitre II (Rédaction future) – Du sursis probatoire	739 à 747	1621
Chapitre III – Du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général	747-1 à 747-2	1622
Chapitre III (Rédaction future) – Des conversions de peines	747-1 à 747-2	1624
Chapitre IV – De l'ajournement	747-3 à 747-8	1625
TITRE V – DE LA RECONNAISSANCE DE L'IDENTITÉ DES INDIVIDUS CONDAMNÉS	748	1625
TITRE VI – DE LA CONTRAINTE JUDICIAIRE	749 à 762	1626
TITRE VII – DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR	762-1 à 763	1630
TITRE VII BIS – DU SUIVI SOCIO-JUDICIAIRE	763-1 à 763-9	1631
TITRE VII TER – DU PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE MOBILE À TITRE DE MESURE DE SÛRETÉ	763-10 à 767	1634

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE VII QUATER – DE L'EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS ET DES DÉCISIONS DE PROBATION EN APPLICATION DE LA DÉCISION-CADRE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE DU 27 NOVEMBRE 2008		
764-1 à 764-43		1636
Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	764-1 à 764-8	1636
Chapitre II – Dispositions relatives à la reconnaissance et au suivi, sur le territoire des autres États membres de l'Union européenne, des condamnations et des décisions de probation prononcées par les juridictions françaises	764-9 à 764-17	1638
Chapitre III – Dispositions relatives à la reconnaissance et au suivi sur le territoire de la République des condamnations et des décisions de probation prononcées par les autorités compétentes des autres États membres de l'Union européenne	764-18 à 764-43	1639
Section I – Réception des demandes de reconnaissance et de suivi des condamnations et des décisions de probation	764-18 à 764-21	1639
Section II – Reconnaissance des condamnations et des décisions de probation	764-22 à 764-33	1640
Section III – Suivi des mesures de probation et des peines de substitution et décision ultérieure en cas de non-respect	764-34 à 764-43	1643
TITRE VII QUINQUES – DE LA PEINE DE PROGRAMME DE MISE EN CONFORMITÉ		
764-44		1644
TITRE VIII – DU CASIER JUDICIAIRE		
768 à 781		1644
TITRE IX – DE LA RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS		
782 à 799		1656
Chapitre I – Dispositions applicables aux personnes physiques	785 à 798-1	1656
Chapitre II – Dispositions applicables aux personnes morales	799 ancien et 799	1659
TITRE X – DES FRAIS DE JUSTICE		
800 à 803-7		1660
LIVRE SIXIÈME – DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER		
804 à 937		1669
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES TERRITOIRES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE, DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES ÎLES WALLIS-ET-FUTUNA		
804 à 876		1669
Chapitre I – Dispositions générales	804 à 806	1669
Chapitre II – De l'action publique et de l'action civile	807 et 808	1670
Chapitre III – De la police judiciaire	809 à 811	1670
Chapitre IV – Des enquêtes	812 à 814-2	1671
Chapitre V – Des juridictions d'instruction	815 à 824	1672
Chapitre VI – De la cour d'assises	825 à 834	1673
Chapitre VII – Du jugement des délits	835 à 847	1674
Chapitre VIII – Du jugement des contraventions	848 à 853	1676
Chapitre IX – Des citations et significations	854	1677
Chapitre X – Du pourvoi en cassation	855 à 859	1677
Chapitre XI – De quelques procédures particulières	859-1 à 866-2	1677

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre XII – Des procédures d'exécution	867 à 873-1	1678
Chapitre XIII – Du casier judiciaire	874 à 876	1679
TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU DÉPARTEMENT DE MAYOTTE ...	877 à 902	1680
Chapitre I – Dispositions générales	877 à 879-1	1680
Chapitre II – Des enquêtes	880	1680
Chapitre III – Des juridictions d'instruction	881 à 884	1681
Chapitre IV – De la cour d'assises	885 à 888	1681
Chapitre V – Du jugement des délits	889 à 894	1682
Chapitre VI – Du jugement des contraventions	895 et 896	1682
Chapitre VII – Des citations et des significations	897	1682
Chapitre VII bis – Du pourvoi en cassation	897-1-A et 897-1-B	1682
Chapitre VIII – De quelques procédures particulières	897-1 à 900-1	1683
Chapitre IX – Des procédures d'exécution	901 à 902	1683
TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	902-1 à 934-3	1684
Chapitre I – Dispositions générales	903 à 905	1684
Chapitre II – De l'exercice de l'action publique et de l'instruction	905-1 à 907-1	1684
Chapitre III – Des juridictions de jugement	908 à 934-2	1684
Section I – Du jugement des crimes	908 à 923	1684
Section II – Du jugement des délits	924 à 929	1686
Section III – Du jugement des contraventions	930 et 931	1686
Section IV – Des citations et significations	932	1687
Section V – Des recours en indemnité	933	1687
Section VI – De l'exécution des sentences pénales	934 à 934-2	1687
Chapitre IV – De quelques procédures particulières	934-3	1687
TITRE IV – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX COLLECTIVITÉS DE SAINT-BARTHÉLEMY ET DE SAINT-MARTIN	935 à 937	1687
PARTIE RÉGLEMENTAIRE		1689
TITRE PRÉLIMINAIRE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	R. 1* à R. 2-14	1691
Chapitre I – Dispositions relatives à la désignation des jurés	R. 2	1692
Chapitre II – Dispositions relatives à la désignation et à la formation des citoyens assesseurs	R. 2-1 à R. 2-14	1692
Section I – Établissement de la liste annuelle des citoyens assesseurs ..	R. 2-1 à R. 2-10	1692
Section II – Répartition du service des audiences entre les citoyens assesseurs	R. 2-11	1694

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section III – Formation préalable à l'exercice des fonctions de citoyens assesseurs	R. 2-12 à R. 2-14	1694
LIVRE PREMIER – DE L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	R. 2-16 à R. 40-56	1697
TITRE PREMIER – DES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	R. 2-16 à R. 15-33-66-13 ...	1697
Chapitre I ^{er} – De la police judiciaire	R. 2-16 à R. 15-33-29-17 ...	1697
Section I – Dispositions générales	R. 2-16 et R. 2-17	1697
Section I bis – De la protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures pénales	R. 2-18 à R. 2-24	1697
Section II – Des officiers de police judiciaire	R. 3 à R. 15-16	1698
Section III – Des agents de police judiciaire	R. 15-17 et R. 15-17-1	1703
Section IV – Des services et unités visés à l'article 15-1	R. 15-18 à R. 15-27	1704
Section V – Des officiers et agents de police judiciaire exerçant leur mission dans des véhicules affectés au transport collectif de voyageurs ...	R. 15-28 à R. 15-33	1707
Section VI – Des agents des douanes chargés de certaines missions de police judiciaire	R. 15-33-1 à R. 15-33-23 ...	1708
Section VII – Des gardes particuliers	R. 15-33-24 à R. 15-33-29-2	1711
Section VIII – Des agents de police municipale, des gardes champêtres, des agents de surveillance de Paris et des agents de la ville de Paris chargés d'un service de police	R. 15-33-29-3 et R. 15-33-29-4	1713
Section IX – Des agents des services fiscaux chargés de certaines missions de police judiciaire	R. 15-33-29-5 à R. 15-33-29-17	1714
Chapitre II – Du ministère public	R. 15-33-30 à R. 15-33-66-13	1716
Section I – Des délégués et des médiateurs du Procureur de la République	R. 15-33-30 à R. 15-33-37 .	1716
Section I bis – De la transaction proposée par un officier de police judiciaire	1718
Section II – De la composition pénale	R. 15-33-38 à R. 15-33-60 .	1718
Section II bis – De la convention judiciaire d'intérêt public	R. 15-33-60-1 à R. 15-33-60-10	1723
Section III – De la transaction proposée par le maire et de l'homologation par le Procureur de la République	R. 15-33-61 à R. 15-33-66 .	1725
Section IV – De la vente des biens meubles saisis	R. 15-33-66-1 à R. 15-33-66-3	1726
Section V – Du bureau d'ordre national automatisé des procédures judiciaires et du traitement automatisé dénommé « Cassiopée »	R. 15-33-66-4 à R. 15-33-66-13	1726

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE II – DES ENQUÊTES	R. 15-33-67 à R. 15-33-82 .	1730
Chapitre I – Des crimes et délits flagrants	R. 15-33-67 à R. 15-33-82 .	1730
Section I – Des demandes de mise à disposition de données par voie électronique	R. 15-33-67 à R. 15-33-75 .	1730
Section II – De la convocation des officiers de police judiciaire ayant procédé à une déclaration d'adresse	R. 15-33-76	1732
Section III – Du registre des gardes à vue dématérialisé	R. 15-33-77 à R. 15-33-82 .	1732
TITRE III – DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION	R. 15-34 à R. 40-22	1734
Chapitre I – Du juge d'instruction : juridiction d'instruction du premier degré	R. 15-34 à R. 40-22	1734
Section I – Dispositions générales	R. 15-34 à R. 15-40	1734
Section II – De la consignation de partie civile	R. 15-41	1735
Section III – Des transports, des perquisitions, des saisies et des interceptions de correspondances par la voie des télécommunications	R. 15-41-1 à R. 15-41-3	1736
Sous-section 1 – Des transports, des perquisitions et des saisies	R. 15-41-1 à R. 15-41-3	1736
Sous-section 2 – Des interceptions de correspondances émises par la voie des télécommunications	Néant	1736
Section V – De la remise de la reproduction des pièces d'une procédure d'instruction à une personne détenue	R. 15-42 à R. 15-45	1736
Section VII – Du contrôle judiciaire et de la détention provisoire	R. 16 à R. 40-22	1737
Sous-section 1 – Du contrôle judiciaire	R. 16 à R. 24-13	1737
Sous-section 2 – De la réparation à raison d'une détention provisoire	R. 26 à R. 40-22	1742
Section IX – De l'expertise – modalités d'inscription et de radiation sur les listes d'experts	Néant	1747
TITRE IV – DISPOSITIONS COMMUNES	R. 40-23 à R. 40-56	1747
Chapitre I – De la mise au clair des données chiffrées nécessaires à la manifestation de la vérité	1747
Chapitre II – Des fichiers de police judiciaire	R. 40-23 à R. 40-38-1	1747
Section I – Du traitement d'antécédents judiciaires	R. 40-23 à R. 40-34	1747
Section II – Des fichiers d'analyse sérielle	R. 40-35 à R. 40-37	1755
Section III – Du fichier des personnes recherchées	R. 40-38	1756
Section IV – Du fichier automatisé des empreintes digitales	R. 40-38-1	1756
Chapitre III – Des logiciels de rapprochement judiciaire	R. 40-39 à R. 40-41	1756
Chapitre III bis – De la plateforme nationale des interceptions judiciaires ...	R. 40-42 à R. 40-56	1757
LIVRE DEUXIÈME – DES JURIDICTIONS DE JUGEMENT	R. 41 à R. 49-20	1761
TITRE PREMIER – DE LA COUR D'ASSISES	R. 41	1761
Chapitre II – De la tenue des assises	R. 41	1761

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE II – DU JUGEMENT DES DÉLITS	R. 41-2 à R. 41-10	1762
Chapitre I – Du Tribunal correctionnel	R. 41-2 à R. 41-10	1762
Section V – Du jugement	R. 41-2	1762
Section VII – De la procédure simplifiée	R. 41-3 à R. 41-10	1762
TITRE III – DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS	R. 41-11 à R. 49-20	1764
Chapitre I	R. 41-11	1764
Chapitre II – Procédure simplifiée	R. 42 à R. 48	1764
Chapitre II bis – Amende forfaitaire et amende forfaitaire majorée	R. 48-1 à R. 49-8	1765
Chapitre II ter – Dispositions applicables à certaines infractions à la police des services publics de transports terrestres	R. 49-8-1 à R. 49-8-4-1	1769
Chapitre II quater – Dispositions applicables à certaines infractions au Code de la route	R. 49-8-5 à R. 49-19	1770
Chapitre III – De l'instruction définitive devant le Tribunal de police	R. 49-20	1772
LIVRE QUATRIÈME – DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES	R. 49-20-1 à R. 54-9	1775
TITRE PREMIER – DES RÈGLES DE PROCÉDURE APPLICABLES AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET AUX CRIMES DE GUERRE	R. 49-20-1	1775
SOUS-TITRE I^{er} – DE LA COOPÉRATION AVEC LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE	Néant	1775
SOUS-TITRE II – DES JURIDICTIONS COMPÉTENTES POUR LA POURSUITE, L'INSTRUCTION ET LE JUGEMENT DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET DES CRIMES ET DÉLITS DE GUERRE	R. 49-20-1	1775
TITRE PREMIER BIS – DE LA QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ	R.* 49-21 à R.* 49-34	1775
Chapitre I – Dispositions applicables devant les juridictions d'instruction, de jugement, d'application des peines et de la rétention de sûreté	R.* 49-21 à R.* 49-29	1775
Chapitre II – Dispositions applicables devant la Cour de cassation	R.* 49-30 à R.* 49-34	1777
TITRE X – DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	R. 49-35 à R. 49-39	1778
Chapitre unique – De l'échange simplifié d'information entre services en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 18 décembre 2006	R. 49-35 à R. 49-39	1778
Section I – Dispositions applicables aux demandes d'informations émises par les services français	R. 49-35 et R. 49-36	1778
Section II – Dispositions applicables aux demandes d'informations reçues par les services français	R. 49-37 à R. 49-39	1778
TITRE X – DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	R. 49-35 à R. 49-39	1778
TITRE XIII – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	R. 50 bis à R. 50 sexies	1779
TITRE XIV – DU RECOURS EN INDEMNITÉ OUVERT À CERTAINES VICTIMES DE DOMMAGES RÉSULTANT D'UNE INFRACTION	R. 50-1 à R. 50-28	1780

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE XV – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES ACTES DE TERRORISME	R. 50-29 à R. 50-68	1783
Chapitre I ^{er} – De la protection des enquêteurs	R. 50-29	1783
Chapitre II – Du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes	R. 50-30 à R. 50-68	1783
Section I – Inscription dans le fichier	R. 50-31 à R. 50-37	1783
Section II – Information de la personne inscrite dans le fichier	R. 50-38 à R. 50-42	1784
Section III – Obligations incombant à la personne inscrite dans le fichier	R. 50-43 à R. 50-50	1785
Section IV – Interrogation du fichier et information directe du ministère de l'intérieur	R. 50-51 à R. 50-54	1787
Section V – Demande de rectification ou d'effacement	R. 50-55 à R. 50-62	1788
Section VI – Conservation de la trace des interrogations et consultations	R. 50-63	1789
Section VII – Effacement des données inscrites dans le fichier	R. 50-64 et R. 50-65	1789
Section VIII – Dispositions communes	R. 50-66 à R. 50-68	1790
TITRE XVII – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE PROXÉNÉTISME OU DE RECOURS À LA PROSTITUTION DES MINEURS	R. 51 et R. 51-1	1790
TITRE XIX – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS DE NATURE SEXUELLE ET AUX MINEURS VICTIMES	R. 53 à R. 53-8-78	1791
Chapitre I – De l'administrateur ad hoc	R. 53 à R. 53-8	1791
Section I – De la liste des administrateurs ad hoc	R. 53 à R. 53-5	1791
Section II – De la désignation d'un administrateur ad hoc	R. 53-6 à R. 53-8	1792
Chapitre II – Du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes	R. 53-8-1 à R. 53-8-39	1792
Section I – Inscription dans le fichier	R. 53-8-2 à R. 53-8-8	1793
Section II – Information de la personne inscrite dans le fichier	R. 53-8-9 à R. 53-8-12-1	1794
Section III – Obligations incombant à la personne inscrite dans le fichier	R. 53-8-13 à R. 53-8-22	1795
Section IV – Interrogation du fichier et information directe du ministère de l'intérieur	R. 53-8-23 à R. 53-8-26	1797
Section V – Demande de rectification, d'effacement ou de limitation de l'obligation de présentation	R. 53-8-27 à R. 53-8-33	1798
Section VI – Conservation de la trace des interrogations et consultations	R. 53-8-34	1798
Section VII – Effacement des données inscrites dans le fichier	R. 53-8-35 et R. 53-8-36	1799
Section VIII – Dispositions communes	R. 53-8-37 à R. 53-8-39	1799
Chapitre III – De la surveillance de sûreté et de la rétention de sûreté	R. 53-8-40 à R. 53-8-78	1799
Section I – Des juridictions de la rétention de sûreté	R. 53-8-40 à R. 53-8-43	1799
Section II – De la surveillance de sûreté	R. 53-8-44 à R. 53-8-52	1800
Section III – De la rétention de sûreté	R. 53-8-53 à R. 53-8-78	1802
Sous-section 1 – De la procédure	R. 53-8-53 et R. 53-8-54	1802
Sous-section 2 – De l'organisation des centres socio-médico-judiciaires de sûreté	R. 53-8-55 à R. 53-8-61	1802

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
<i>Sous-section 3 – De la surveillance des centres socio-médico-judiciaires de sûreté</i>	R. 53-8-62 à R. 53-8-65	1804
<i>Sous-section 4 – Des droits des personnes retenues dans les centres socio-médico-judiciaires de sûreté</i>	R. 53-8-66 à R. 53-8-74	1805
<i>Sous-section 5 – Du centre de Fresnes</i>	R. 53-8-75 à R. 53-8-78	1806
TITRE XX – DU FICHIER NATIONAL AUTOMATISÉ DES EMPREINTES GÉNÉTIQUES ET DU SERVICE CENTRAL DE PRÉSERVATION DES PRÉLÈVEMENTS BIOLOGIQUES	R. 53-9 à R. 53-21	1807
TITRE XX BIS – DU RÉPERTOIRE DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL COLLECTÉES DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES DÉNOMMÉ « REDEX »	R. 53-21-1 à R. 53-21-25 ...	1812
Section I – Enregistrement des données dans le répertoire	R. 53-21-2 à R. 53-21-6	1812
Section II – Interrogation du répertoire	R. 53-21-7 à R. 53-21-9	1813
Section III – Droit d'accès et demande de rectifications ou d'effacement	R. 53-21-10 à R. 53-21-18 .	1814
Section IV – Conservation de la trace des interrogations et consultations	R. 53-21-19	1814
Section V – Durée de conservation des données inscrites dans le répertoire et modalités de leur effacement	R. 53-21-20 à R. 53-21-22 .	1815
Section VI – Dispositions communes	R. 53-21-23 à R. 53-21-25 .	1815
TITRE XXI – DE LA PROTECTION DES TÉMOINS	R. 53-22 à R. 53-32	1816
Chapitre I – Déclaration d'adresse d'un témoin dans un commissariat ou une brigade de gendarmerie	R. 53-22 à R. 53-26	1816
Chapitre II – Possibilité pour un témoin de déposer de manière anonyme ...	R. 53-27 à R. 53-32	1816
TITRE XXII – DE LA SAISINE POUR AVIS DE LA COUR DE CASSATION	Néant	1817
TITRE XXIII – DE L'UTILISATION DE MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATION AU COURS DE LA PROCÉDURE	R. 53-33 à R. 53-39	1817
TITRE XXIV – DE LA GÉOLOCALISATION	R. 53-40 à R. 53-40-4	1818
TITRE XXVI À XXVIII – [VACANTS]	Vacants	1819
TITRE XXIX – DES SAISIES SPÉCIALES	R. 53-50	1819
TITRE XXX – DE L'AGENCE DE GESTION ET DE RECOUVREMENT DES AVOIRS SAISIS ET CONFISQUÉS	R. 54-1 à R. 54-9	1819
LIVRE CINQUIÈME – DES PROCÉDURES D'EXÉCUTION	R. 55 à R. 249-8	1823
TITRE PREMIER – DE L'EXÉCUTION DES SENTENCES PÉNALES	R. 55 à R. 57-4-14	1823
Chapitre I – Diminution de l'amende du fait du paiement volontaire	R. 55 à R. 55-7	1823
Section I – Domaine d'application	R. 55 à R. 55-3	1823
Section II – Procédure	R. 55-4 et R. 55-5	1824
Section III – Voie de recours	R. 55-6 et R. 55-7	1824
Chapitre II – De l'application des peines	R. 57-1 à R. 57-4	1825
Chapitre III – Traitement de données à caractère personnel relatif à l'application des peines	R. 57-4-1 à R. 57-4-10	1825

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre IV – Des modalités d'accompagnement des parlementaires par des journalistes dans un établissement pénitentiaire ou dans un centre éducatif fermé	R. 57-4-11 à R. 57-4-14	1828
Section 1 – Des modalités d'accompagnement des parlementaires par des journalistes dans un établissement pénitentiaire	R. 57-4-11 et R. 57-4-12	1828
Section 2 – Des modalités d'accompagnement des parlementaires par des journalistes dans un centre éducatif fermé	R. 57-4-13 et R. 57-4-14	1829
TITRE II – DE LA DÉTENTION	R. 57-5 à R. 57-9-26	1829
Chapitre I – De l'exécution de la détention provisoire	R. 57-5-1 à R. 57-5-8	1829
Chapitre II – Des conditions générales de détention	Néant	1830
Chapitre III – Des dispositions communes aux différents établissements pénitentiaires	R. 57-6-1 à R. 57-6-17	1830
Section I – De la confidentialité des documents personnels	R. 57-6-1 à R. 57-6-4	1830
Section II – Des relations des personnes détenues avec leur défenseur	R. 57-6-5 à R. 57-6-7	1831
Section III – Des mandataires susceptibles d'être choisis par les personnes détenues	R. 57-6-8 à R. 57-6-16	1831
Section IV – Du droit à l'image des personnes détenues	R. 57-6-17	1832
Chapitre IV – De l'administration des établissements pénitentiaires	R. 57-6-18 à R. 57-6-24	1832
Section I – Des règlements intérieurs	R. 57-6-18 à R. 57-6-20	1832
Section II – De l'accès au droit	R. 57-6-21 et R. 57-6-22	1845
Section III – De l'autorité compétente en matière de décision administratives individuelles	R. 57-6-23 et R. 57-6-24	1846
Chapitre V – De la discipline et de la sécurité des établissements pénitentiaires	R. 57-7 à R. 57-7-84	1846
Section I – De la discipline	R. 57-7 à R. 57-7-61	1846
Sous-section 1 – Des fautes disciplinaires	R. 57-7 à R. 57-7-4	1846
Sous-section 2 – De la procédure disciplinaire	R. 57-7-5 à R. 57-7-32	1848
Sous-section 3 – Des sanctions	R. 57-7-33 à R. 57-7-61	1852
Section II – De l'isolement	R. 57-7-62 à R. 57-7-78	1857
Sous-section 1 – Du régime de détention à l'isolement	R. 57-7-62 et R. 57-7-63	1857
Sous-section 2 – De la procédure de placement à l'isolement sur décision de l'administration	R. 57-7-64 à R. 57-7-69	1857
Sous-section 3 – De la procédure de placement à l'isolement sur demande de la personne détenue	R. 57-7-70 à R. 57-7-72	1858
Sous-section 4 – Dispositions communes	R. 57-7-73 à R. 57-7-78	1859
Section III – Des moyens de contrôle et de contrainte	R. 57-7-79 à R. 57-7-84	1859
Sous-section 1 – Des moyens de contrôle	R. 57-7-79 à R. 57-7-82	1859
Sous-section 2 – Des moyens de contrainte	R. 57-7-83 et R. 57-7-84	1860
Chapitre VI – Des mouvements des personnes détenues	R. 57-7-85	1860
Chapitre VII – De la gestion des biens et de l'entretien des personnes détenues	Néant	1860

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre VIII – De la santé des personnes détenues	R. 57-8-1 à R. 57-8-6	1860
Section I – Dispositions générales	R. 57-8-1 et R. 57-8-2	1860
Section II – Du suivi médical de certaines personnes détenues	R. 57-8-3 à R. 57-8-6	1861
Chapitre IX – Des relations des personnes détenues avec l'extérieur	R. 57-8-7 à R. 57-8-23	1862
Section I – Des visites	R. 57-8-7 à R. 57-8-15	1862
Sous-section 1 – Du rapprochement familial	R. 57-8-7	1862
Sous-section 2 – Du permis de visite	R. 57-8-8 à R. 57-8-15	1862
Section II – De la correspondance	R. 57-8-16 à R. 57-8-23	1863
Sous-section 1 – De la correspondance écrite	R. 57-8-16 à R. 57-8-20	1863
Sous-section 2 – De l'accès au téléphone	R. 57-8-21 à R. 57-8-23	1864
Chapitre IX bis – Des techniques de recueil de renseignement mises en œuvre par l'administration pénitentiaire	R. 57-8-24 à R. 57-8-29	1864
Chapitre X – Des actions de préparation à la réinsertion des personnes détenues	R. 57-9-1 à R. 57-9-8	1865
Section I – De l'activité des personnes détenues	R. 57-9-1 à R. 57-9-2-5	1865
Section II – De l'assistance spirituelle	R. 57-9-3 à R. 57-9-7	1866
Section III – De l'action socio-culturelle	R. 57-9-8	1866
Chapitre XI – De différentes catégories de personnes détenues	R. 57-9-9 à R. 57-9-17	1866
Section I – Des détenus bénéficiant d'un régime spécial	Néant	1866
Section II – Des détenus de nationalité étrangère	Néant	1866
Section III – Des détenus appartenant aux forces armées	Néant	1866
Section IV – Des détenus mineurs	R. 57-9-9 à R. 57-9-17	1866
Chapitre XII – Traitement de données à caractère personnel relatif à la gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire	R. 57-9-18 à R. 57-9-26	1867
TITRE III – DU PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE	R. 57-10 à R. 57-35	1875
Chapitre I – Dispositions générales	R. 57-11 à R. 57-30-10	1876
Section I – Dispositions concernant le procédé prévu par l'article 723-8	R. 57-11 et R. 57-12	1876
Section II – Mesures préalables au placement sous surveillance électronique	R. 57-13 à R. 57-15	1876
Section III – Décisions de placement sous surveillance électronique, de modification ou de retrait de la mesure	R. 57-16 à R. 57-18	1876
Section IV – Mise en œuvre du placement sous surveillance électronique	R. 57-19 à R. 57-22	1877
Section V – Habilitation des personnes auxquelles peut être confiée la mise en œuvre du dispositif technique permettant le contrôle à distance des personnes assujetties	R. 57-23 à R. 57-30	1877
Sous-section 1 – Les personnes habilitées	R. 57-23 à R. 57-27	1877
Sous-section 2 – Les agents des personnes habilitées	R. 57-28 à R. 57-30	1877
Section VI – Du traitement automatisé relatif au contrôle des personnes placées sous surveillance électronique	R. 57-30-1 à R. 57-30-10 ...	1878
Chapitre II – Dispositions relatives aux personnes placées sous contrôle judiciaire	R. 57-31 à R. 57-35	1880

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE IV – DU SURSIS	R. 58 à R. 60-1	1880
Chapitre II – Du sursis avec mise à l'épreuve	R. 58 à R. 60-1	1880
TITRE VII BIS – DU SUIVI SOCIO-JUDICIAIRE	R. 61 à R. 61-6	1881
Chapitre I – Dispositions communes	R. 61 à R. 61-3	1881
Chapitre II – Dispositions particulières applicables aux personnes exécutant une peine privative de liberté	R. 61-4 à R. 61-6	1881
TITRE VII TER – DES MODALITÉS DU PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE MOBILE À TITRE DE MESURE DE SÛRETÉ	R. 61-7 à R. 61-42	1882
Chapitre I – De la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté et de l'examen de dangerosité	R. 61-7 à R. 61-11	1882
Chapitre II – Du traitement automatisé relatif au contrôle des personnes placées sous surveillance électronique mobile	R. 61-12 à R. 61-20	1884
Chapitre III – De la mise en œuvre du placement sous surveillance électronique mobile	R. 61-21 à R. 61-35	1887
Section I – Dispositions générales	R. 61-21 à R. 61-31-1	1887
Section II – Dispositions spécifiques au suivi socio-judiciaire	R. 61-32 et R. 61-33	1888
Section III – Dispositions spécifiques à la libération conditionnelle	R. 61-34	1889
Section IV – Dispositions spécifiques à la surveillance judiciaire	R. 61-35	1889
Chapitre IV – De l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées des prestations techniques concernant la mise en œuvre de placement sous surveillance électronique mobile	R. 61-36 à R. 61-42	1890
Section I – Les personnes habilitées	R. 61-36 à R. 61-39	1890
Section II – Les agents des personnes habilitées	R. 61-40 à R. 61-42	1890
TITRE VIII – DU CASIER JUDICIAIRE	R. 62 à R. 90	1891
Chapitre I – De l'organisation des services du casier judiciaire	R. 62 à R. 64	1891
Chapitre II – De l'établissement des fiches du casier judiciaire	R. 65 à R. 72	1892
Chapitre III – Des copies des fiches du casier judiciaire	R. 73 à R. 75-1	1894
Chapitre IV – De la délivrance des bulletins n° 1 du casier judiciaire	R. 76 à R. 78-1	1895
Chapitre V – De la délivrance des bulletins n° 2 du casier judiciaire	R. 79 à R. 81	1895
Chapitre VI – De la délivrance des bulletins n° 3 du casier judiciaire	R. 82 à R. 84	1897
Chapitre VII – Dispositions diverses	R. 85 à R. 90	1898
TITRE X – DES FRAIS DE JUSTICE	R. 91 à R. 249-8	1898
Chapitre I – Dispositions préliminaires	R. 91 à R. 93-3	1898
Chapitre II – Tarif des frais	R. 94 à R. 213-2	1901
Section I – Des frais de translation des personnes, de transport des procédures et des pièces à conviction	R. 94 à R. 105	1901
Section II – Honoraires et indemnités des experts, des interprètes et des personnes chargées des enquêtes sociales et de personnalité	R. 106 à R. 122-1	1902

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section III – Des indemnités qui peuvent être accordées aux témoins et aux jurés	R. 123 à R. 146-7	1907
Section IV – Des frais de garde des scellés, de mise en fourrière et de l'immobilisation décidée en application des articles 131-6 (5°) et 131-14 (2°) du Code pénal	R. 147 à R. 149	1910
Section V – Des frais de copie	R. 150 à R. 178	1911
Section VI – Des émoluments et indemnités alloués aux huissiers de justice et aux agents de la force publique	R. 179 à R. 199	1913
Section VII – Indemnités de transport et de séjour accordées aux magistrats et aux greffiers	R. 200 à R. 207	1915
Section VIII – Des frais de mise en œuvre des conventions secrètes de cryptologie	R. 208 et R. 209	1915
Section IX – Des frais d'impression	R. 210 à R. 212	1915
Section X – Des frais de recherche et de délivrance de reproductions des documents imprimés	R. 213	1916
Section XI – Des frais des opérateurs de communications électroniques	R. 213-1 et R. 213-2	1916
Chapitre III – Des dépenses assimilées à celles de l'instruction des procès criminels	R. 214 à R. 221-1	1916
Section I – Règles générales	R. 214 et R. 215	1916
Section II – Règles spéciales	R. 216 à R. 221-1	1917
Chapitre IV – Du paiement et du recouvrement des frais	R. 222 à R. 249-1	1919
Section I – Du paiement des frais	R. 222 à R. 240	1919
Section II – De la liquidation et du recouvrement des frais	R. 241 à R. 249-1	1922
Chapitre V – De l'indemnité pouvant être accordée en cas de non-lieu, relaxe ou acquittement	R. 249-2 à R. 249-8	1923
LIVRE CINQUIÈME BIS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	R. 249-9 à R. 249-12	1925
LIVRE SIXIÈME – DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER	R. 250 à R. 429	1927
TITRE PREMIER – DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER À SAINT-BARTHÉLEMY, À SAINT-MARTIN ET À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	R. 250 et R. 250-1	1927
Chapitre I – Dispositions générales	R. 250 et R. 250-1	1927
TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES EN NOUVELLE-CALÉDONIE, EN POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DANS LES ÎLES WALLIS-ET-FUTUNA	R. 251 à R. 359	1928
Chapitre I – Dispositions générales	R. 251 à R. 254	1928
Chapitre II – De l'exercice de l'action publique et de l'instruction	R. 255 à R. 265	1929
Chapitre III – Des juridictions de jugement	R. 266 à R. 279	1930
Chapitre IV – De quelques procédures particulières	R. 280 à R. 287	1932
Chapitre V – Des procédures d'exécution	R. 288 à R. 289	1932
Chapitre VI – Du casier judiciaire	R. 290 à R. 309	1934

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre VII – Des frais de justice	R. 310 à R. 359	1937
TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU DÉPARTEMENT DE MAYOTTE ..	R. 360 à R. 429	1941
Chapitre I – Dispositions générales	R. 360	1941
Chapitre II – L'exercice de l'action publique et de l'instruction	R. 361 à R. 371	1941
Chapitre III – Des juridictions de jugement	R. 372 et R. 373	1942
Chapitre IV – De quelques procédures particulières	R. 374 à R. 375-1	1942
Chapitre V – Du casier judiciaire	R. 376 à R. 394	1942
Chapitre VI – Des frais de justice	R. 395 à R. 429	1943
PARTIE DÉCRETS		1945
LIVRE PREMIER – DE L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	D. 1^{er}-13 à D. 45-2	1951
TITRE PREMIER – DES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	D. 1^{er}-13 à D. 15-4-8	1951
Chapitre I – De la police judiciaire	D. 2 à D. 15-1-7	1952
Section I – Dispositions générales	D. 2 à D. 8-2	1952
Section I bis – De la protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures pénales	D. 8-3 à D. 8-6	1955
Section II – Des officiers de police judiciaire	D. 9 à D. 12	1955
Section III – Des agents de police judiciaire	D. 13 à D. 15	1957
Section IV – Des procédures d'infiltration, des sonorisations et fixations d'images de certains lieux ou véhicules	D. 15-1-1 à D. 15-1-5	1957
Section IV bis – Des interceptions de correspondances émises par la voie des communications électroniques et du recueil des données techniques de connexion	D. 15-1-5-1	1958
Section V – De la captation des données informatiques	D. 15-1-6	1959
Section VI – De la géolocalisation	D. 15-1-7	1959
Chapitre II – Du ministère public	D. 15-2 à D. 15-4-3	1959
Chapitre III – Du juge d'instruction et des pôles de l'instruction	D. 15-4-4 à D. 15-4-8	1960
TITRE II – DES ENQUÊTES ET DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ	D. 15-5 à D. 15-6-1	1965
Chapitre I – Des enquêtes	D. 15-5 à D. 15-6-1	1965
Section I – Des réquisitions et saisies	D. 15-5 à D. 15-5-1-1	1965
Section II – De l'audition libre et de la garde à vue	D. 15-5-2 à D. 15-6-1	1966
Chapitre II – Des contrôles d'identité	Néant	1967
TITRE III – DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION	D. 15-7 à D. 45-2	1968
Chapitre I – Du juge d'instruction : juridiction d'instruction du premier degré	D. 15-7 à D. 40-3	1968
Section I – Dispositions générales	D. 15-7 à D. 31-2	1968

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section II – De la constitution de partie civile et de ses effets	D. 31-1 et D. 32	1970
Section II bis – De la première comparution	D. 32-1 et D. 32-1-1	1971
Section III – Des interceptions des correspondances émises par la voie de télécommunication	D. 32-2 et D. 32-2-1	1971
Section V – Des interrogatoires et confrontations	D. 32-2-2	1972
Section VII – Du contrôle judiciaire, de l'assignation à résidence avec surveillance électronique et de la détention provisoire	D. 32-3 à D. 32-31	1972
Sous-section 1 – Du contrôle judiciaire	Néant	1972
Sous-section 2 – De l'assignation à résidence avec surveillance électronique	D. 32-3 à D. 32-28	1972
Sous-section 3 – Dispositions relatives au contrôle judiciaire et à l'assignation à résidence applicables en cas de violences au sein du couple	D. 32-29 et D. 32-30	1977
Sous-section 4 – De la détention provisoire	D. 32-31	1977
Section VIII – Des commissions rogatoires	D. 33 à D. 36-1	1977
Section IX – De l'expertise	D. 37 à D. 40	1978
Section X – Des nullités de l'information	Néant	1978
Section XI – Des ordonnances de règlement	D. 40-1 et D. 40-2	1979
Section XII – De l'appel des ordonnances du juge d'instruction ou du juge des libertés et de la détention	D. 40-3	1979
Section XIII – De la reprise de l'information sur charges nouvelles	Néant	1979
Chapitre II – De la chambre de l'instruction : juridiction d'instruction du second degré	D. 43 à D. 45-2	1979
Section I – Dispositions générales	D. 43	1979
Section II – Pouvoirs propres du président de la chambre de l'instruction	D. 43-1 à D. 43-4	1979
Section III – De la notation et du contrôle de l'activité judiciaire des officiers de police judiciaire	D. 44 à D. 45-2	1980
LIVRE DEUXIÈME – DES JURIDICTIONS DE JUGEMENT	D. 45-3 à D. 46-6-2	1983
TITRE I^{er} – DE LA COUR D'ASSISES	Néant	1983
TITRE II – DU JUGEMENT DES DÉLITS	D. 45-3 à D. 46	1983
Chapitre I – Du tribunal correctionnel	D. 45-3 à D. 45-21	1983
Section IX – De la procédure de l'amende forfaitaire applicable à certains délits	D. 45-3 à D. 45-21	1983
Chapitre II – De l'appel	D. 46	1986
TITRE III – DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS	D. 46-1-1 à D. 46-1-3	1986
TITRE IV – DES CITATIONS ET SIGNIFICATIONS	D. 46-2 à D. 46-6-2	1987

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
LIVRE QUATRIÈME – DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES	D. 46-7 à D. 47-38	1991
TITRE PREMIER – DES RÈGLES DE PROCÉDURE APPLICABLES AUX CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET AUX CRIMES DE GUERRE	D. 46-7	1991
SOUS-TITRE PREMIER – DE LA COOPÉRATION AVEC LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE	Néant	1991
SOUS-TITRE II – DES JURIDICTIONS COMPÉTENTES POUR LA POURSUITE, L'INSTRUCTION ET LE JUGEMENT DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET DES CRIMES ET DÉLITS DE GUERRE	D. 46-7	1991
TITRE II – DU FAUX	D. 47-1	1992
TITRE X – DE L'ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	D. 47-1-1 à D. 47-1-29	1992
Chapitre I ^{er} – Dispositions générales	Néant	1992
Chapitre II – Dispositions propres à l'entraide entre la France et les autres États membres de l'Union européenne	D. 47-1-1 à D. 47-1-29	1992
Section I – Des décisions d'enquête européenne	D. 47-1-1 à D. 47-1-20	1992
Sous-section 1 – Dispositions communes	D. 47-1-1	1992
Sous-section 2 – Dispositions relatives à l'émission d'une décision d'enquête européenne par les autorités judiciaires françaises	D. 47-1-2 à D. 47-1-9	1992
Sous-section 3 – Dispositions relatives à la reconnaissance et l'exécution par les autorités judiciaires françaises d'une décision d'enquête européenne émanant d'un autre État membre	D. 47-1-10 à D. 47-1-20	1993
Section VII – De la prévention et du règlement des conflits de compétence entre États membres de l'Union européenne	D. 47-1-21 à D. 47-1-29	1995
TITRE XIII – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	D. 47-2 à D. 47-4	1996
TITRE XIII BIS	D. 47-5 et D. 47-6	1997
TITRE XIV – DU JUGE DÉLÉGUÉ AUX VICTIMES, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'INFRACTIONS	D. 47-6-1 à D. 47-6-14	1998
Chapitre I – Attributions juridictionnelles du juge délégué aux victimes	D. 47-6-2 et D. 47-6-3	1999
Chapitre II – Attributions d'administration judiciaire du juge délégué aux victimes	D. 47-6-4 à D. 47-6-11	1999
Chapitre III – Attributions administratives du juge délégué aux victimes	D. 47-6-12 à D. 47-6-14	1999
TITRE XIV BIS – DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES	D. 47-6-15	1999
TITRE XVI – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE TRAFIC DE STUPÉFIANTS	D. 47-7	2000
TITRE XVII – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS, DE PROXÉNÉTISME OU DE RECOURS À LA PROSTITUTION DES MINEURS	D. 47-8 et D. 47-9	2002
TITRE XIX – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS DE NATURE SEXUELLE ET DE LA PROTECTION DES MINEURS VICTIMES	D. 47-9-1 à D. 47-11-2	2002
Chapitre I – Dispositions générales	D. 47-9-1 à D. 47-11-2	2002

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
TITRE XX – DU FICHIER NATIONAL AUTOMATISÉ DES EMPREINTES GÉNÉTIQUES	D. 47-12	2005
TITRE XXI – DE LA PROTECTION DES TÉMOINS	Néant	2005
TITRE XXII – SAISINE POUR AVIS DE LA COUR DE CASSATION	Néant	2006
TITRE XXIII – DE L'UTILISATION DE MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATION AU COURS DE LA PROCÉDURE	D. 47-12-1 à D. 47-12-6	2006
TITRE XXV – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE À LA CRIMINALITÉ ET À LA DÉLINQUANCE ORGANISÉES	D. 47-13	2007
TITRE XXVI – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE EN CAS DE POLLUTION DES EAUX MARITIMES PAR REJETS DES NAVIRES ET D'ATTEINTE AUX BIENS CULTURELS MARITIMES	D. 47-13-1 et D. 47-13-2 ...	2007
TITRE XXVII – DE LA POURSUITE, DE L'INSTRUCTION ET DU JUGEMENT DES INFRACTIONS COMMISES PAR DES MAJEURS PROTÉGÉS	D. 47-14 à D. 47-26	2008
TITRE XXVIII – DE LA PROCÉDURE ET DES DÉCISIONS D'IRRESPONSABILITÉ PÉNALE POUR CAUSE DE TROUBLE MENTAL	D. 47-27 à D. 47-37	2010
Chapitre I – Dispositions applicables devant le juge d'instruction et la chambre de l'instruction	D. 47-27 à D. 47-28-1	2010
Chapitre II – Dispositions applicables devant le tribunal correctionnel ou la cour d'assises	Néant	2010
Chapitre III – Mesures de sûreté pouvant être ordonnées en cas de déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental	D. 47-29 à D. 47-32	2011
Section I – De l'hospitalisation d'office	D. 47-29 à D. 47-29-5	2011
Section II – Des autres mesures de sûreté	D. 47-29-6 à D. 47-32	2012
Chapitre IV – Des soins pouvant être ordonnés en cas de trouble mental ayant altéré le discernement	D. 47-33 à D. 47-37	2013
TITRE XXIX – DES SAISIES SPÉCIALES	Néant	2014
TITRE XXX – DE L'AGENCE DE GESTION ET DE RECouvreMENT DES AVOIRS SAISIS ET CONFISQUÉS	Néant	2014
TITRE XXXI – DES MESURES CONSERVATOIRES	Néant	2014
TITRE XXXII – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS RELATIVES À LA PROLIFÉRATION D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ET DE LEURS VECTEURS	Néant	2015
TITRE XXXIII – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE EN CAS D'ACCIDENT COLLECTIF	D. 47-38	2015
LIVRE CINQUIÈME – DES PROCÉDURES D'EXÉCUTION	D. 48 à D. 599	2017
TITRE PREMIER – DE L'EXÉCUTION DES SENTENCES PÉNALES	D. 48 à D. 49-81-5	2017
Chapitre I – Dispositions générales	D. 48 à D. 48-5-4	2017

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre II – De l'émission et de l'exécution des sanctions pécuniaires en application de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 24 février 2005	D. 48-6 à D. 48-36	2020
Section I – Dispositions communes	D. 48-6 à D. 48-11	2020
Section II – Dispositions relatives à l'exécution dans un État membre de l'Union européenne des sanctions pécuniaires prononcées par les autorités françaises	D. 48-12 à D. 48-17	2022
Section III – Dispositions relatives à l'exécution des sanctions pécuniaires prononcées par les autorités étrangères	D. 48-18 à D. 48-36	2023
Chapitre III – Des juridictions de l'application des peines	D. 49 à D. 49-81-5	2026
Section I – Établissement et composition	D. 49 à D. 49-10	2026
Section II – Règles de compétence et de procédure	D. 49-11 à D. 49-44-1	2029
Section III – Dispositions applicables aux mineurs	D. 49-45 à D. 49-63	2039
Section IV – Dispositions relatives aux victimes et aux parties civiles	D. 49-64 à D. 49-74	2041
Section V – Dispositions applicables aux personnes condamnées pour actes de terrorisme	D. 49-75 à D. 49-81-5	2043
TITRE PREMIER BIS – DE LA CONTRAINTE PÉNALE	D. 49-82 à D. 49-93	2045
Chapitre I ^{er} – De la mise à exécution de la peine	D. 49-82 à D. 49-84	2045
Chapitre II – De l'évaluation par le service pénitentiaire d'insertion et de probation et de la décision du juge de l'application des peines	D. 49-85 et D. 49-86	2046
Chapitre III – Du contrôle du condamné au cours de l'exécution de la contrainte pénale	D. 49-87 et D. 49-88	2046
Chapitre IV – De la cessation anticipée de la contrainte pénale	D. 49-89	2047
Chapitre V – Des incidents d'exécution de la contrainte pénale	D. 49-90 à D. 49-92	2047
Chapitre VI – Dispositions relatives aux victimes et aux parties civiles	D. 49-93	2047
TITRE II – DE LA DÉTENTION	D. 50 à D. 521-1	2047
Chapitre I – De l'exécution de la détention provisoire	D. 53 à D. 69	2048
Section I – Des établissements dans lesquels la détention provisoire est subie	D. 53 à D. 54	2048
Section II – Des ordres donnés par l'autorité judiciaire	D. 55 à D. 57	2050
Section III – Du régime de la détention provisoire	D. 58 à D. 69	2051
Chapitre II – Des conditions générales de détention	D. 70 à D. 147-51	2052
Section I – Des divers établissements affectés à l'exécution des peines	D. 70 à D. 73	2052
Section II – De la procédure d'orientation et des décisions d'affectation des condamnés	D. 74 à D. 82-4	2053
Section III – Des modalités de prise en charge des personnes détenues condamnées	D. 83 à D. 92	2056
Section IV – De l'encellulement individuel	D. 93 à D. 97-1	2058
Section IV ancienne	D. 98 à 110	2058
Section V – De la répartition du produit du travail	D. 111 à D. 114	2059

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section VI – Des réductions de peine	D. 115 à D. 117-4	2059
Sous-section 1 – Du crédit de réduction de peine	D. 115 à D. 115-18	2059
Sous-section 2 – Des autres réductions de peines	D. 116 à D. 117-3	2061
Sous-section 3 – Retrait et interdiction de plein droit des réductions de peine	D. 117-4	2062
Section VII – Du placement à l'extérieur, du régime de semi-liberté, du placement sous surveillance électronique et des permissions de sortir	D. 118 à D. 146	2063
Section VII bis – Autorisation de sortie sous escorte	D. 147	2068
Section VIII – De la suspension de peine prévue par l'article 720-1-1	D. 147-1 à D. 147-5	2069
Section IX – Procédure d'aménagement de peine applicable aux condamnés libres	D. 147-6 à D. 147-16-1	2070
Section X – De la libération sous contrainte	D. 147-17 à D. 147-19	2072
Section X ancienne – Modalités d'exécution des fins de peines d'emprisonnement en l'absence de tout aménagement de peine	D. 147-30-19 à D. 147-30-61	2072
Section XI – Dispositions applicables à la surveillance judiciaire des personnes dangereuses condamnées pour crime ou délit	D. 147-31 à D. 147-44	2072
Section XII – Dispositions relatives au suivi des condamnés après leur libération pendant le temps des réductions de peine	D. 147-45 à D. 147-51	2076
Chapitre III – Des dispositions communes aux différents établissements pénitentiaires	D. 148 à D. 187-1	2077
Section I – Du greffe judiciaire des établissements pénitentiaires	D. 148 à D. 175	2077
Section II – Des visites effectuées par les autorités judiciaires	D. 176 à D. 179	2081
Section III – De la commission de surveillance	D. 180 à D. 185	2082
Section IV – Des conditions dans lesquelles certaines personnes sont admises à visiter les détenus	D. 186 à D. 187-1	2082
Chapitre IV – De l'administration des établissements pénitentiaires	D. 188 à D. 238	2082
Section I – De l'organisation générale de l'administration pénitentiaire ...	D. 188 à D. 195	2082
Section II – Du personnel de l'administration pénitentiaire	D. 196 à D. 228	2082
Section III – Du contrôle et de l'évaluation des établissements pénitentiaires	D. 229 à D. 238	2085
Section IV – Du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire	2087
Chapitre V – De la discipline et de la sécurité des établissements pénitentiaires	D. 241 à D. 283-6	2087
Section I – De la police intérieure	D. 241 à D. 248	2087
Section II – De la discipline	D. 249 à D. 254	2087
Section III – Des règles particulières de compétence	D. 255 à D. 258	2088
Section IV – Des requêtes et plaintes formulées par les personnes détenues	D. 258-1 à D. 264	2088
Section V – De la sécurité	D. 265 à D. 283-6	2090
Chapitre VI – Des mouvements de personnes détenues	D. 284 à D. 317	2093
Section I – Des entrées et sorties des personnes détenues	D. 284 à D. 289	2093

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section II – Des transfèrements et des extractions	D. 290 à D. 317	2093
Chapitre VII – De la gestion des biens et de l'entretien des personnes détenues	D. 318 à D. 348	2098
Section I – De la gestion des biens des détenus	D. 318 à D. 341	2098
Section II – De l'entretien des détenus	D. 342 à D. 348	2101
Chapitre VIII – De l'hygiène et de l'organisation sanitaire	D. 348-1 à D. 401-2	2102
Section I – Dispositions générales	D. 348-1 à D. 348-4	2102
Section II – De l'hygiène	D. 349 à D. 359	2103
Section III – De l'organisation sanitaire	D. 360 à D. 399	2104
Section IV – Protection de la mère et de l'enfant	D. 400 à D. 401-2	2110
Chapitre IX – Des relations des personnes détenues avec l'extérieur	D. 402 à D. 431	2111
Section I – Des visites	D. 403 à D. 412	2111
Section II	D. 413 à D. 419-3	2111
Section III – Du maintien des liens familiaux	D. 420 à D. 423	2111
Section IV – Des événements familiaux et des sorties exceptionnelles qu'ils peuvent motiver	D. 424 à D. 426	2111
Section V – Des renseignements concernant les détenus et de leurs relations avec le monde extérieur	D. 427 à D. 429	2112
Section VI – De l'envoi et de la réception d'objets par les personnes détenues	D. 430 et D. 431	2112
Chapitre X – Des actions de préparation à la réinsertion des personnes détenues	D. 432 à D. 486	2112
Section I – Du travail des personnes détenues	D. 432 à D. 433-9	2112
Section I bis – De la répartition du produit du travail	D. 434	2115
Section I ter – De l'enseignement et de la formation professionnelle	D. 435 à D. 438-2	2115
Section II – De l'assistance spirituelle	D. 439 à D. 439-5	2116
Section III – De l'action socioculturelle	D. 440 à D. 459	2117
Section IV – Des activités physiques et sportives	D. 459-1 à D. 459-3	2118
Section V – De l'intervention socio-éducative	D. 460 à D. 471	2119
Section VI – Des visiteurs de prison	D. 472 à D. 477	2119
Section VII – De l'aide à la sortie de détention	D. 478 à D. 486	2120
Chapitre XI – De différentes catégories de personnes détenues	D. 487 à D. 521-1	2120
Section I – Des détenus bénéficiant d'un régime spécial	D. 490 à D. 504	2121
Section II – Des détenus de nationalité étrangère	D. 505 à D. 507	2121
Section III – Des détenus appartenant aux forces armées	D. 508 à D. 513	2122
Section IV – Des détenus mineurs	D. 514 à D. 520	2122
Sous-section 1 – Dispositions générales	D. 514 et D. 514-1	2122
Sous-section 2 – Du maintien des liens familiaux	D. 515 et D. 515-1	2123
Sous-section 3 – De l'accès des mineurs détenus à l'enseignement, à la formation et aux activités socio-éducatives, culturelles et sportives	D. 516 à D. 518-2	2123

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Sous-section 4 – De la santé des mineurs	D. 519 et D. 519-1	2123
Sous-section 5 – De la mesure de protection individuelle	D. 520	2123
Section V – Des détenus majeurs âgés de moins de vingt et un ans	D. 521 et D. 521-1	2123
TITRE III – DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE	D. 522 à D. 544	2123
Chapitre I – De la procédure relative aux demandes de libération conditionnelle	D. 522 à D. 529-2	2123
Chapitre II – Des mesures et conditions auxquelles sont soumis ou peuvent être soumis les libérés conditionnels	D. 530 à D. 542	2126
Section I – Des mesures et conditions obligatoires	D. 532 à D. 534-2	2127
Section II – Des conditions particulières	D. 535 à D. 542	2128
Chapitre III – Dispositions diverses	D. 542 à D. 544	2129
TITRE IV – DU SURSIS ET DE L'AJOURNEMENT	D. 544-1 à D. 549	2130
Chapitre I	D. 544-1	2130
Chapitre II – Du sursis avec mise à l'épreuve	D. 545 et D. 546	2130
Chapitre III – Du sursis assorti de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général	D. 547	2131
Chapitre IV – De l'ajournement	D. 548 et D. 549	2131
Section 1 – De l'ajournement aux fins d'investigations sur la personnalité ou la situation matérielle, familiale et sociale	D. 548	2131
Section 2 – De l'ajournement aux fins de consignation d'une somme d'argent	D. 549	2131
TITRE VI – DE LA CONTRAINTE PAR CORPS JUDICIAIRE	D. 569 et D. 570	2131
TITRE VII – DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR	D. 571 à D. 571-3	2132
TITRE VII BIS – DU SUIVI SOCIO-JUDICIAIRE	Néant	2133
TITRE VIII – DU CASIER JUDICIAIRE	D. 571-4 à D. 571-7	2133
TITRE XI – LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION	D. 572 à D. 588	2134
Chapitre I – Les missions du service pénitentiaire d'insertion et de probation	D. 572 à D. 575	2134
Chapitre II – Les attributions respectives du juge de l'application des peines, des autres magistrats mandants et du directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation	D. 576 à D. 578	2135
Chapitre III – L'organisation et le fonctionnement du service pénitentiaire d'insertion et de probation	D. 579 à D. 588	2136
TITRE XII – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	D. 590 à D. 599	2137
Chapitre I ^{er} – Des transmissions de demandes ou des notifications par un moyen de télécommunication électronique	D. 590 à D. 593	2137
Chapitre II – Des modalités d'exercice du droit à l'assistance d'un interprète et à la traduction de certaines pièces de la procédure	D. 594 à D. 599	2138
Section I – Modalités d'application des dispositions concernant le droit à un interprète	D. 594-1 à D. 594-5	2138

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Section II – Modalités d'application des dispositions concernant la traduction des pièces essentielles à l'exercice de la défense	D. 594-6 à D. 594-10	2139
Section III – Dispositions applicables aux victimes et aux parties civiles .	D. 594-11 à D. 594-15	2140
Sous-section 1 – Dispositions communes à toutes les victimes	D. 594-11 et D. 594-12	2140
Sous-section 2 – Dispositions propres aux parties civiles	D. 594-13 à D. 594-15	2140
Section IV – Désignation de l'interprète ou du traducteur	D. 594-16 et D. 599	2141
LIVRE SIXIÈME – MODALITÉS D'APPLICATION EN CE QUI CONCERNE LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE, DE LA RÉUNION ET DE LA COLLECTIVITÉ D'OUTRE-MER DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	D. 600 à D. 600-2	2143
LIVRE SEPTIÈME – DISPOSITIONS APPLICABLES À MAYOTTE	D. 601 et D. 602	2145
PARTIE ARRÊTÉS		2147
LIVRE PREMIER – DE L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	A. 1 à A. 36-11-1	2149
TITRE PREMIER – DES AUTORITÉS CHARGÉES DE L'ACTION PUBLIQUE ET DE L'INSTRUCTION	A. 1 à A. 36-10-12	2149
Chapitre I – De la police judiciaire	A. 2 à A. 36-10-12	2150
Section II – Des officiers de police judiciaire	A. 2 à A. 35	2151
Section III – Désignation des agents des douanes chargés de l'exercice de certaines missions de police judiciaire	A. 36 à A. 36-10	2158
Section IV – Désignation des agents des services fiscaux chargés de l'exercice de certaines missions de police judiciaire	A. 36-10-1 à A. 36-10-12 ...	2160
TITRE II – DES ENQUÊTES ET DES CONTRÔLES D'IDENTITÉ	A. 36-11	2162
TITRE III – DES JURIDICTIONS D'INSTRUCTION	A. 36-11-1	2163
LIVRE DEUXIÈME – DES JURIDICTIONS DE JUGEMENT	A. 36-12 à A. 37-33	2165
TITRE I – DE LA COUR D'ASSISES	A. 36-12 et A. 36-13	2165
Chapitre III – De la composition de la cour d'assises	A. 36-12 et A. 36-13	2165
TITRE II – DU JUGEMENT DES DÉLITS	A. 36-14 à A. 36-18	2166
Chapitre I ^{er} – Du tribunal correctionnel	A. 36-14 à A. 36-18	2166
Section 7 – De la procédure simplifiée de l'amende forfaitaire délictuelle	A. 36-14 à A. 36-18	2167
TITRE III – DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS	A. 37 à A. 37-33	2167
Chapitre II bis – De la procédure de l'amende forfaitaire	A. 37 à A. 37-33	2168
Section I – Dispositions relatives au procès-verbal, à l'avis de contravention et à la carte de paiement concernant les contraventions forfaitisées ..	A. 37 à A. 37-20-5	2168
Sous-section 1 – Dispositions communes	A. 37 et A. 37-1	2168
Sous-section 2 – Dispositions applicables aux contraventions ne donnant pas lieu à retrait de points du permis de conduire	A. 37-2 à A. 37-6	2168

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
<i>Sous-section 3 – Dispositions applicables aux contraventions donnant lieu à retrait de points du permis de conduire</i>	<i>A. 37-7 à A. 37-11</i>	<i>2170</i>
<i>Sous-section 4 – Dispositions applicables en cas de consignation et de contrôle automatisé</i>	<i>A. 37-12 à A. 37-14</i>	<i>2172</i>
<i>Sous-section 5 – Dispositions spécifiques applicables en cas de constatation ne permettant pas l'édition immédiate de l'avis de contravention et en cas d'utilisation d'un appareil électronique sécurisé</i>	<i>A. 37-15 à A. 37-20</i>	<i>2172</i>
<i>Sous-section 6 – Dispositions applicables en cas de contestation dématérialisée des amendes forfaitaires prévues à l'article 529-10</i>	<i>A. 37-20-1 à A. 37-20-5</i>	<i>2174</i>
Section II – Dispositions applicables à la procédure de l'encaissement immédiat par les agents verbalisateurs	A. 37-21 à A. 37-27-6	2175
<i>Sous-section 1 – Dispositions applicables en cas d'utilisation de carnet de quittance à souche</i>	<i>A. 37-21 à A. 37-27</i>	<i>2175</i>
<i>Sous-section 2 – Dispositions applicables en cas de constatation avec utilisation d'un appareil électronique sécurisé</i>	<i>A. 37-27-1 à A. 37-27-6</i>	<i>2176</i>
Section III – Dispositions applicables en cas d'émission d'un titre exécutoire d'amende forfaitaire majorée	A. 37-28	2178
Section IV – Dispositions applicables aux contraventions non forfaitisées	A. 37-29	2179
Section V – Dispositions relatives au procès-verbal de contravention et à l'avis de paiement établis par l'agent assermenté d'un exploitant d'autoroute en matière de péage	A. 37-30 à A. 37-33	2179
LIVRE TROISIÈME – DES MESURES DE SÛRETÉ	A. 37-34 et A. 37-35	2183
Chapitre premier – Des commissions pluridisciplinaires des mesures de sûreté	A. 37-34	2183
Chapitre II – Des juridictions régionales de la rétention de sûreté	A. 37-35	2183
LIVRE QUATRIÈME – DE QUELQUES PROCÉDURES PARTICULIÈRES	A. 38 et A. 38-1	2185
TITRE XIX – DE LA PROCÉDURE APPLICABLE AUX INFRACTIONS DE NATURE SEXUELLE ET AUX MINEURS VICTIMES	Néant	2185
TITRE XX – DU FICHIER NATIONAL AUTOMATISÉ DES EMPREINTES GÉNÉTIQUES	A. 38	2185
TITRE XXI – DE L'UTILISATION DE MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATION AU COURS DE LA PROCÉDURE	A. 38-1	2187
LIVRE CINQUIÈME – DES PROCÉDURES D'EXÉCUTION	A. 38-2 à A. 53-1	2189
TITRE PREMIER	A. 38-2 à A. 38-6	2189
Chapitre I – Dispositions générales	A. 38-2 à A. 38-5-1	2189
Chapitre II – Augmentation du droit fixe de procédure en cas de condamnation pour conduite après un usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants	A. 38-6	2190
TITRE II – DE LA DÉTENTION	A. 39 à A. 43-3	2190
Chapitre II – De l'exécution des peines privatives de liberté	A. 39 à A. 39-3	2191
Section I – Des divers établissements affectés à l'exécution des peines	A. 39 à A. 39-3	2191

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	ARTICLES	PAGES
Chapitre IV – De l'administration des établissements pénitentiaires		2193
Chapitre V – De la discipline et de la sécurité des prisons	A. 40 et A. 40-1	2193
Section IV – Des réclamations formulées par les détenus	A. 40 et A. 40-1	2193
Chapitre VI	40-2	2193
Chapitre VII – De la gestion des biens et de l'entretien des détenus	A. 41 à A. 42-3	2195
Section I – De la gestion des biens des détenus	A. 41 à A. 42-3	2195
Chapitre XI – Des différentes catégories de détenus	A. 43 à A. 43-3	2196
Section II	A. 43 et A. 43-1	2196
Section VII – Des mineurs détenus	A. 43-2 et A. 43-3	2196
TITRE IV – DU SURSIS		2198
Chapitre II – Du sursis avec mise à l'épreuve		2198
Section II – Des autorités chargées de contrôler le régime de la mise à l'épreuve		2198
TITRE X – DES FRAIS DE JUSTICE	A. 43-4 à A. 43-18	2198
TITRE XI – LE SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION	A. 44 à A. 53	2213
Chapitre I – Les missions du service pénitentiaire d'insertion et de probation	A. 44	2213
Chapitre II – Du sursis avec mise à l'épreuve	Néant	2224
Chapitre III – L'organisation et le fonctionnement du service pénitentiaire d'insertion et de probation	A. 45 à A. 53	2224
TITRE XII – DU CASIER JUDICIAIRE	A. 53-1	2225
LIVRE CINQUIÈME BIS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	A. 53-2 à A. 53-6	2227
Chapitre Unique – Dispositions relatives à la signature électronique, la signature numérique et l'archivage	A. 53-2 à A. 53-6	2227
Section I – Dispositions relatives à la signature électronique	A. 53-2 à A. 53-4	2227
Section II – Dispositions relatives à la signature numérique	A. 53-5	2228
Section III – Dispositions applicables à l'archivage	A. 53-6	2228
LIVRE SIXIÈME – MODALITÉS D'APPLICATION EN CE QUI CONCERNE LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION	A. 54 à A. 57	2229
LIVRE SEPTIÈME – DISPOSITIONS APPLICABLES EN NOUVELLE-CALÉDONIE	A. 57-1 et A. 58	2231
LIVRE HUITIÈME – DISPOSITIONS APPLICABLES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE	A. 58-1 et A. 59	2233

ANNEXES	2245
ANNEXE 1 - MINISTÈRE PUBLIC EUROPÉEN	2247
Règlement (UE) du Conseil n° 2017/1939 du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen – art. 1 ^{er} à 120	2261
ANNEXE 2 - OFFICE EUROPÉEN DE POLICE (EUROPOL)	2309
Convention du 26 juillet 1995 portant création d'un office européen de police (Convention Europol) – art. 1 ^{er} à 47	2309
Protocole du 26 juillet 1995 portant création d'un office européen de police (Convention Europol) – art. 1 ^{er} à 8	2333
Protocole du 19 juin 1997 établissant les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents – art. 1 ^{er} à 19	2335
Décret n° 2000-925 du 18 septembre 2000 portant publication du Protocole établissant les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, fait à Bruxelles le 19 juin 1997	2339
ANNEXE 3 - DROITS DE L'HOMME	2341
UNION EUROPÉENNE	2341
Charte du 7 décembre 2000 des droits fondamentaux de l'Union européenne – art. 1 ^{er} à 54	2342
CONSEIL DE L'EUROPE	2347
Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome – art. 1 ^{er} à 59	2347
Protocole n° 1 du 20 mars 1952 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – art. 1 ^{er} à 6	2468
Protocole n° 4 du 16 septembre 1963 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier protocole additionnel à la Convention – art. 1 ^{er} à 7	2470
Protocole n° 6 du 28 avril 1983 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort – art. 1 ^{er} à 9	2471
Protocole n° 7 du 22 novembre 1984 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – art. 1 ^{er} à 10	2472
Protocole n° 11 du 11 mai 1994 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention – art. 1 ^{er} à 7	2482
Protocole n° 12 du 4 novembre 2000 – art. 1 ^{er} à 6	2484
Protocole n° 13 du 3 mai 2002 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances – art. 1 ^{er} à 8	2485
Protocole n° 14 du 13 mai 2004 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention – art. Préambule, art. 1 ^{er} à 22	2486
Protocole n° 15 du 24 juin 2013 portant amendement à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales – art. 1 ^{er} à 9	2490
Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 2 octobre 2013 – art. 1 ^{er} à 11	2491
Règlement de la Cour européenne des droits de l'Homme du 14 novembre 2016 – art. 1 ^{er} à 105	2493
– art. 103	2519
– art. 107 à 112	2519

Convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains – art. 1 ^{er} à 47	2533
NATIONS UNIES	2545
Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques – art. 1 ^{er} à 28	2546
Deuxième protocole facultatif du 15 décembre 1989 se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort – art. 1 ^{er} à 11	2551
Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants – art. 1 ^{er} à 33	2553
Annexes, déclarations et réserves – art. 21 et 22	2597
– art. 30	2560
ANNEXE 4 – JURIDICTIONS PÉNALES INTERNATIONALES	2561
I. – COUR PÉNALE INTERNATIONALE	2561
Convention du 17 juillet 1998 portant statut de la Cour pénale internationale, adoptée à Rome – art. 1 ^{er} à 128	2561
Décret n° 2002-925 du 6 juin 2002 portant publication de la convention portant statut de la Cour pénale internationale	2606
II. – TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YOUGOSLAVIE	2606
Statut actualisé du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie Résolution 827 du 25 mai 1993 du Conseil de sécurité créant le Tribunal international annoncé dans la résolution 808 – art. 1 ^{er} à 34	2606
Règlement du 14 mars 1994 de procédure et de preuve – art. 1 ^{er} à 125	2614
Loi n° 95-1 du 2 janvier 1995 portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un Tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 – art. 1 ^{er} à 17	2632
Circulaire du 10 février 1995 commentant la loi n° 95-1 du 2 janvier 1995 portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un Tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	2635
Accord du 25 février 2000 entre le Gouvernement de la République français et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	2635
Décret n° 2004-267 du 23 mars 2004 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République français et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	2635
III. – TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR LE RWANDA	2635
Résolution 955 du 8 novembre 1994 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies	2635
Résolution 1165 du 30 avril 1998 adoptée par le Conseil de sécurité	2637
Statut du 8 novembre 1994 du Tribunal international pour le Rwanda – art. 1 ^{er} à 32	2638
Règlement du 12 janvier 1996 de procédure et de preuve – art. 1 ^{er} à 126	2645
Loi n° 96-432 du 22 mai 1996 portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un Tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et, s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'États voisins – art. 1 ^{er} à 3	2671

Circulaire du 22 juillet 1996 prise pour l'application de la loi n° 96-432 du 22 mai 1996 portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies instituant un Tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit humanitaire commis en 1994 sur le territoire du Rwanda et, s'agissant des citoyens rwandais, sur le territoire d'États voisins	2672
Accord du 14 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda	2672
Décret n° 2005-729 du 29 juin 2005 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour le Rwanda	2672

ANNEXE 5 – CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE 2673

Convention des Nations unies du 15 novembre 2000 contre la criminalité transnationale organisée – art. 1 ^{er} à 41	2673
Protocole du 15 novembre 2000 contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée – art. 1 ^{er} à 25	2692
Protocole du 15 novembre 2000 additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants – art. 1 ^{er} à 20	2699

ANNEXE 6 – CYBERCRIMINALITÉ 2705

Convention du 23 novembre 2001 sur la cybercriminalité – art. 1 ^{er} à 48	2706
Déclarations et réserves de la République française – art. 9 (2) (b)	2720
– art. 21 et 22	2721
– art. 24	2721
– art. 27	2721
– art. 35	2721
Décret n° 2006-580 du 23 mai 2006 portant publication de la Convention sur la cybercriminalité, faite à Budapest le 23 novembre 2001	2721

ANNEXE 7 – EXTRADITION 2723

Convention du 13 décembre 1957 européenne d'extradition, signée à Paris – art. 1 ^{er} à 32	2723
Réserves de la France – art. 1 ^{er} et § 1	2728
– art. 3	2729
– art. 5 et 6	2729
– art. 14	2729
– art. 16	2729
– art. 21	2729
– art. 23	2729
– art. 27	2729
Décret n° 86-736 du 14 mai 1986 portant publication de la Convention européenne d'extradition, signée à Paris le 13 décembre 1957	2729
Convention du 27 septembre 1996 relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne – art. 1 ^{er} à 20	2730
Décret n° 2005-770 du 8 juillet 2005 portant publication de la convention relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne	2736

Convention du 10 mars 1995 relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne – art. 1 ^{er} à 17	2736
Décret n° 2005-771 du 8 juillet 2005 portant publication de la convention relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne	2739
ANNEXE 8 – CONVENTIONS D'ENTRAIDE JUDICIAIRE	2741
Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 – art. 1 ^{er} à 30	2741
Protocole additionnel du 17 avril 1991 à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 – art. 1 ^{er} à 12	2748
Décret n° 91-386 du 17 avril 1991 portant publication du protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959	2750
Convention du 29 mai 2000 établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne – art. 1 ^{er} à 30	2751
Décret n° 2006-15 du 5 janvier 2006 portant publication de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne	2763
Protocole du 16 octobre 2001 à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne – art. 1 ^{er} à 17	2763
Décret n° 2006-16 du 5 janvier 2006 portant publication du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne	2767
ANNEXE 9 – CONVENTION D'APPLICATION DE L'ACCORD DE SCHENGEN	2769
Convention du 19 juin 1990 d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union Économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes – art. 1 ^{er} à 27	2769
– art. 39 à 69	2775
– art. 92 à 118	2784
Décret n° 95-315 du 23 mars 1995 portant création et attributions du bureau national chargé de la gestion opérationnelle de la partie nationale du système d'Information Schengen, dénommé Sirène	2793
Circulaire du 23 juin 1995 commentant les dispositions des articles 39, 40 et 41 de la Convention signée à Schengen le 19 juin 1990	2793
ANNEXE 10 – PROTOCOLE DE SANGATTE	2795
Protocole de Sangatte du 25 novembre 1991 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle, concernant la liaison fixe trans-Manche – art. 1 ^{er} à 50	2795
Décret n° 93-1136 du 24 septembre 1993 portant publication du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle, concernant la liaison fixe transmanche	2801
ANNEXE 11 – COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	2803
Constitution du 4 octobre 1958 de la République française – art. 68-1 et 68-2	2803

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	PAGES
Loi organique n° 93-1252 du 23 novembre 1993 sur la Cour de justice de la République – art. 1 ^{er} à 35	2803
ANNEXE 12 – QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ	2809
Constitution du 4 octobre 1958 de la République française – art. 61-1	2809
Loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution – art. 1 ^{er} à 5	2809
Ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel – art. 23-1 à 23-12	2810
ANNEXE 13 – MINEURS DÉLINQUANTS	2815
Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante – art. 1 ^{er} à 49	2815
ANNEXE 14 – DROIT PÉNITENTIAIRE	2849
Loi n° 87-432 du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire <i>Loi Chalandon</i> – art. 1 ^{er} à 7	2849
Loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 – art. 1 ^{er} à 100	2850
Recommandation du 11 janvier 2006 du Comité des Ministres aux États membres sur les Règles pénitentiaires européennes	2863
ANNEXE 15 – POLICE MUNICIPALE	2881
Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales – art. 1 ^{er} à 27	2881
Code général des collectivités territoriales – art. L. 2212-1 à L. 2212-5	2882
Code de la sécurité intérieure – art. L. 511-1	2883
– art. L. 511-2 à L. 511-5-1	2884
– art. L. 512-4 à L. 512-7	2885
– art. L. 515-1	2886
– art. L. 521-1 à L. 522-4	2886
– art. L. 531-1 et L. 532-1	2887
ANNEXE 16 – AIDE JURIDIQUE	2889
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique – art. 1 ^{er} à 78	2889
ANNEXE 17 – FICHIERS	2911
Décret n° 87-249 du 8 avril 1987 relatif au fichier automatisé des empreintes digitales géré par le ministère de l'Intérieur – art. 1 ^{er} à 9-3	2911
Décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées – art. 1 ^{er} à 12	2916
Table des textes cités	2923
Index alphabétique	2929